

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'ultimatum de l'UE contre la Russie – un nouveau Rambouillet?

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au Ministère fédéral allemand de la défense et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE



Willy Wimmer
(photo mad)

Les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE n'ont rien appris de leur visite à Ypres à l'occasion du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914. L'ultimatum visant la Russie équivaut à un Rambouillet II. Et quand est-ce qu'on passera à l'attaque?

Une récente enquête effectuée par une fondation d'Allemagne du Nord a clairement démontré à quel point le soutien de la population allemande à l'égard de l'orientation martiale du gouvernement fédéral et du Président, de l'UE et de l'OTAN envers la Russie, est faible. Peter Gauweiler, chef adjoint de la CSU et député du Bundestag de Munich, a mis l'accent sur ce constat dans son important discours, tenu devant les diplômés de l'Université de la Bundeswehr de Hambourg. La décision de l'Union européenne, présentée par les présidents sortants Barroso et van Rompoy, va accentuer cette aversion pour de très bonnes raisons. Est-ce qu'en Europe le moment est à nouveau venu de lancer des ultimatums à l'instar de celui lancé en 1914 à la Serbie?

L'Union européenne demande à la Russie d'entrer, dans un délai de 72 heures, en négociation sur le «plan de paix» du président ukrainien. Et sinon, va-t-on riposter par la force dès 5h45?

On a l'impression que la Commission européenne et le Conseil européen à Bruxelles, représentés par les messieurs susmentionnés, sont totalement dérangés et qu'ils veulent absolument précipiter le continent dans le malheur. Nul besoin d'avoir visité Ypres avec ses immenses cimetières militaires, pour découvrir à quel point ce langage et cette attitude sont fatals.

Il y a précisément 15 ans, on a emprunté ce chemin «avec succès», en voulant forcer la République fédérale de Yougoslavie, par de soi-disant «négociations» à Rambouillet en France et en rupture avec les prétendus «Accords de Vienne», à des pour-

parlers internationaux, afin d'obéir au diktat de l'OTAN qui exigeait le passage par la Yougoslavie. Afin que Belgrade le comprenne bien, l'OTAN avait présenté des projets qui correspondaient en détail aux plans d'Adolf Hitler envers la Yougoslavie lors de la Seconde Guerre mondiale. Rambouillet était – aujourd'hui, nous ne le savons que trop – seulement le prétexte pour la guerre qui suivit peu de semaines plus tard avec le bombardement de Belgrade. Lors de la guerre de Yougoslavie, l'OTAN avait encore fait le détour abject par les morts de Racak, que l'OSCE, représentée à Pristina par William Walker, voulait absolument attribuer à la Serbie.

Les sanctions économiques envisagées représentent-elles le pas intermédiaire avant que des violences éclatent pour de bon? Ce que les Etats-Unis ont déjà causé en Irak, en Syrie et au Moyen- et Proche-Orient tout entier ne leur suffit pas? Ne peuvent-ils pas se contenter d'y avoir mis le feu aux poudres? Faut-il attiser une guerre contre la Russie? Après la guerre olympique de la Géorgie contre la Russie on ne peut faire autrement que de penser que des attaques se préparent dans l'ombre d'événements sportifs internationaux. L'Europe politique pratique-t-elle l'exact opposé de l'esprit olympique, selon lequel la paix et un esprit pacifique doivent régner sur des événements tels qu'au Brésil aujourd'hui?

Pourquoi donc un ultimatum contre la Russie, pourquoi des sanctions économiques? Pourquoi la Chancellerie allemande ne s'active-t-elle pas auprès du «Bundestag» et en fait «sa cause»? Pourquoi – et c'est là que ça doit avoir lieu – ne dit-elle pas aux dames et aux messieurs au sein du parlement allemand, et par eux au public allemand, où elle voit les

raisons, qui justifient un tel comportement envers un voisin européen qui nous a accordé il y a 25 ans le passage à l'unité étatique de notre nation? Que se passe-t-il dans la tête de la Chancellerie qui a prêté serment sur le bien-être du peuple allemand? N'est-ce pas sa versatilité qui a empêché, sous un prétexte coulé de fil blanc, un accord de coopération avec l'Ukraine il y a deux ans? Seulement à cause de la dame à la natte blonde en couronne, à qui la plupart des Allemands ne souhaitent pas attribuer la moindre influence sur les intérêts allemands? Madame la Chancellerie préfère manifestement prendre la voie administrative par Bruxelles, afin de ne pas devoir dire la vérité au peuple allemand et de nous refuser toute explication.

Nous sommes déjà habitués à ce que le secrétaire général de l'OTAN braille d'une manière ignoble et attise à chaque occasion la haine contre la Russie. Ses exposés le prouvent. Lorsque certains procédés russes à la frontière russo-ukrainienne soulèvent ou soulèveront des questions: pourquoi l'OTAN, l'UE, la Chancellerie et le ministre des Affaires étrangères ne consultent-ils pas l'OSCE, conçue pour cela? Que les Britanniques soient félicités pour avoir publiquement annoncé la nouvelle voie qu'ils prendront en tant qu'avant-poste de l'Europe. Bruxelles vante des sanctions économiques et augmente par là le risque d'une guerre en Europe. Cameron en même temps, fait signer des accords d'un montant de plusieurs milliards entre BP et Rosneft, une entreprise russe. Naturellement, cela ne va empêcher ni Londres ni les puissants à Washington de continuer à pousser l'Europe de l'Union européenne dans le désastre. L'ultimatum de l'UE envers la Russie, n'est rien d'autre. •

(Traduction Horizons et débats)

«Il est pourtant clair que les cartes mentales des dirigeants du monde, en particulier en Occident, sont attachées au passé. Ils ne veulent ou ne peuvent pas reconnaître qu'ils devraient peut-être réviser leur vision du monde. S'ils ne le font pas, ils risquent de commettre des erreurs stratégiques désastreuses.»

Kishore Mahbubani. *Le défi asiatique*. Fayard 2008.

EAN13: 978-2-213-63752-5

Les Etats-Unis cherchent la guerre au moyen de l'arme énergétique

par Eberhard Hamer

Les Etats-Unis n'hésitent pas à boycotter les livraisons d'énergie quand il s'agit de préparer une guerre. Comme toutes les sanctions cela correspond au début d'une guerre économique. Les Etats-Unis sont rois en la matière.

– Lors de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont privé le Japon d'énergie et de ce fait, obligé les Japonais à entrer dans l'affrontement militaire.

– Il en est de même de la guerre en Irak, commencée par les Etats-Unis par le boycott des exportations de pétrole.

– Il y eu un boycottage économique et pétrolier contre l'Iran – et cela aurait pu aboutir plusieurs fois à un affrontement militaire qui fut, heureusement, rejeté par l'armée américaine.

– Si le boycottage du pétrole contre l'Iran n'a pas vraiment fonctionné, c'est que la Chine

s'est offerte comme client de substitution et que la Russie en est resté son client.

– Actuellement, dans le cas de l'Ukraine, l'arme énergétique est utilisée contre la Russie. Les sanctions des Etats-Unis et de leurs satellites correspondent à un début d'hostilité et ce, parce que la Russie s'oppose à abandonner l'Ukraine aux industries américaines, à l'OTAN et aux missiles américains.

Ce n'est pas un hasard que la construction de l'oléoduc *South Stream* allant de la Russie vers l'Autriche et passant par la Bulgarie, ait été stoppée lorsque le ministre des Affaires étrangères américain accompagné de trois sénateurs l'exigeait avec insistance. L'oléoduc *South Stream* aurait rendu l'Europe du Sud aussi sûre en matière énergétique – grâce au pétrole et au gaz russe – que l'aurait fait l'oléoduc *North Stream* traversant la mer Bal-

tique l'Europe du Nord grâce à *Gazprom*.

Si l'oléoduc principal de la Russie vers l'Allemagne et passant par l'Ukraine et la Pologne était peu sûr, c'est que l'Ukraine s'était branché plusieurs fois clandestinement sur cet oléoduc et étant donné sa non-solvabilité s'était vu privé de livraisons. Des spécialistes américains viennent de faire sauter justement cet oléoduc pour prouver aux Européens l'incertitude des livraisons de pétrole russe.

La lutte menée par le gouvernement américain contre le fait que l'Europe s'appro-



Eberhard Hamer
(photo mad)

Négociateur à tout prix!

Les journaux du week-end passé regorgeaient d'articles et de commentaires sur le début de la Première Guerre mondiale. La commémoration de la crise de juillet il y a 100 ans déclenchée par les tirs de Sarajevo qui aboutirent aux déclarations de guerre mutuelles des puissances européennes menant à une tuerie qui dépassait l'imagination, devrait renforcer l'appel «plus jamais la guerre» et non pas servir de funeste présage d'une nouvelle guerre en Europe. Comme toutes les guerres, la Première Guerre mondiale aurait également pu être évitée, si l'on avait choisi la voie de la diplomatie et des pourparlers au lieu de lancer un ultimatum qui rendait la guerre presque inévitable.

Felix Somary, Autrichien de naissance, s'engagea au préalable de la Grande guerre en faveur d'une médiation entre l'Empire allemand, l'Empire austro-hongrois et le Royaume de Grande-Bretagne et son projet de contrat était sur le point d'être signé peu avant les tirs de Sarajevo. Somary rend témoignage dans son autobiographie intitulée humblement «Erinnerungen aus meinem Leben» [Souvenirs de ma vie], de ce qu'un seul homme peut réaliser dans une situation presque désespérée. Le fait que les va-t-en-guerre se soient imposés doit nous servir d'avertissement. Ce qui suivit était non seulement une tragédie humaine mais changea fondamentalement la situation en Europe, du Proche-Orient jusqu'en Afrique, et se fait sentir jusqu'à ce jour.

Avec la crise actuelle en Ukraine, l'UE et surtout l'Allemagne ne considèrent plus la guerre comme ultime ratio et le Président de la République fédérale d'Allemagne déclare qu'il ne s'agit pas «d'exclure à priori le recours à la force». Il exige même que l'Allemagne soit plus active sur le plan militaire international. Ceci est absolument scandaleux et représente le sabotage parfait de tous les efforts entrepris pour la paix dans une situation extrêmement tendue. Lorsque le suppléant de l'Eglise évangélique en Allemagne, Nikolaus Schneider, seconde le Président de la République fédérale en approuvant des interventions militaires dans des régions de crises pour «créer un espace pour qu'autre chose puisse se développer», il s'agit de la pire propagande de guerre nous rappelant les prêtres qui bénissaient les bombes aussi bien d'un côté que de l'autre. Faut-il revivre ses expériences?

Dans une telle situation il n'y a qu'une seule solution, négocier, négocier, négocier afin de trouver ensemble une solution pacifique. On explique à chaque enfant qui est impliqué dans une dispute qu'on ne résout aucun conflit par la force. Quand il s'agit d'intérêts de pouvoir et de vies humaines, cela n'est-il plus valable? Grâce à l'ONU et l'OSCE, actuellement présidée par la Suisse, il y a toujours, par le biais du dialogue des possibilités de régler les conflits pacifiquement. Didier Burkhalter, Président de la Confédération suisse préside l'OSCE et a insisté sur le dialogue. Pour ce, il offre la médiation de la Suisse neutre. Selon lui la tâche prin-

Suite page 2

Suite page 2

Le conflit ukrainien – propagande et réalité

par Klaus Hornung



Klaus Hornung
(photo mad)

La chancelière maîtrise parfaitement la propagande par les médias. Au début ce fut l'absence d'alternative pour l'euro et son sauvetage. Maintenant elle reproche au président Poutine et aux Russes le retour à la «vieille façon de penser» du communisme soviétique.

sa tendance à vouloir des «sphères d'influence», ce qui avait été abandonné il y a 25 ans, c'est-à-dire à la fin de la guerre froide, remplacé alors par un respect réciproque des intérêts et une coopération internationale, menée particulièrement par l'UE et les Etats-Unis. Depuis le début du conflit ukrainien, l'hiver dernier, cette façon de présenter la réalité est devenue une véritable rengaine de la propagande occidentale qui à tout prix veut rendre la Russie responsable de ce conflit et de son renforcement. Il est donc nécessaire de revoir les faits.

En 1991, l'Ukraine était devenue, après l'effondrement de l'Union soviétique, un pays indépendant. Mais elle était restée un Etat politiquement fragile. Leurs dirigeants venaient, pour l'essentiel, de la nomenclature soviétique. Toutefois ces gouvernements oligarchiques se tournaient déjà vers l'Ouest. En 1992, l'Ukraine adhéra au FMI, en 2004 à l'OMC. Les frontières furent ouvertes aux capitaux étrangers. Le résultat en fut la fermeture entre 1991 et 2013 de la moitié des entreprises, le reste étant accaparé par les multinationales étrangères et les oligarques. Pendant cette période le produit brut intérieur fondit à 70% de celui de 1991, la production d'acier à 43%, la population, du fait d'une énorme émigration, passa de 52 à 38 millions d'habitants.

Le pays, ainsi affaibli, tomba sous les intérêts occidentaux, américains et européens, le tout préparé et financé par des fondations politiques et par certains médias tels que *Radio Liberty*, *Voice of America*, la *BBC* et la *Deutsche Welle*. En 2004 eut lieu la «révolution orange» menée par une large frange de la population. *Julia Timochenko* devint leur idole, et la tête dirigeante du gouvernement, alors qu'elle faisait elle-même partie de l'oligarchie. Sa rivalité constante avec le futur président *Viktor Iouchtchenko* aboutit en 2009 à de nouvelles élections et au retour de la vieille garde oligarchique au pouvoir. Le président *Viktor Ianoukovitch* continua de négocier pour associer l'Ukraine à l'UE. En été 2013, le contrat était prêt, mais subitement le président refusa de le signer et empêcha ainsi sa mise en vigueur. Il semble

bien que le président *Poutine* se soit mêlé de l'affaire en offrant une aide financière alléchante pour la livraison de gaz et de pétrole. Le résultat fut qu'en souvenir de la révolte de 2004, une nouvelle résistance contre le régime oligarchique et la tutelle de Moscou éclata, surtout en Ukraine occidentale et centrale, se transformant au cours de l'hiver 2013/14 en révolte populaire, causant de nombreux morts.

Le 21 février 2014, les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et de la Pologne se rendirent à Kiev pour tenter une médiation dans ce conflit qui prenait de l'ampleur. En fait, on mit en route un accord prévoyant la remise en activité de la Constitution de 2004, de nouvelles élections et la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Les signatures des trois ministres des Affaires étrangères, du président *Ianoukovitch*, d'un représentant du président *Poutine*, ainsi que de représentants du mouvement du *Maïdan* devait offrir une solution raisonnable. Toutefois les trois ministres des Affaires étrangères retournèrent brusquement chez eux dans la nuit même, créant un vide que des forces radicales du *Maïdan* surent exploiter immédiatement pour s'imposer par la force, provoquant dans la nuit même la fuite du président *Ianoukovitch*. A Kiev fut installé un gouvernement et un président provisoires, ce qui rendit caduques les mesures prises par les ministres européens. Toutefois, on réussit peu après à obtenir l'accord de la majorité du Parlement ukrainien en faveur de cette transition, du fait notamment qu'une partie du groupe parlementaire en soutien du président *Ianoukovitch* s'était rallié au nouveau gouvernement.

Le gouvernement de Moscou a pu facilement dénoncer les événements de Kiev comme un coup d'Etat de «nationalistes, néonazis et antisémites» ukrainiens et les condamner. A partir de là, on se mit à préparer l'annexion de la presqu'île de Crimée à la Fédération de Russie, le tout tant en Crimée même qu'à Moscou. Une grande majorité de la population de Crimée se prononça le 16 mars pour cette annexion. Le 18 mars déjà, le président *Poutine* déclara dans un discours au Kremlin la disposition du gouvernement russe de répondre favorablement à la demande de la population de pouvoir intégrer la Fédération de Russie. *Poutine* put justifier cette annexion tant du fait du coup d'Etat des forces radicales à Kiev qu'en se référant à l'histoire allant du baptême de *Wladimir le Saint*, le fondateur de la Rus mille ans plus tôt à Cherson jusqu'à l'annexion de cette presqu'île en 1783 par la tsarine *Catherine la Grande*. *Poutine* rappela encore que la presqu'île avait été défendue héroïquement entre 1853 et 1856 contre les Anglais et les

Français de même que contre les envahisseurs allemands entre 1942 et 1944. Le 18 mars, le président justifia cette annexion contre les accusations occidentales, comme quoi la Russie aurait eu recours à une annexion en violation du droit international, en se référant à la Charte des Nations Unies qui ne considérerait pas cette annexion comme une violation du droit international tout comme elle ne s'était pas opposée à la scission du Kosovo de la Serbie en 1999. Dans ce contexte, *Poutine* ne put s'empêcher de rappeler le bombardement de Belgrade par l'OTAN en 1999 de même que les interventions armées en Irak et en Libye sans autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui furent donc parfaitement illégales par rapport au droit international. Finalement, il répéta l'accusation russe que les USA et l'OTAN ne respectaient pas leur promesse des années 90 de ne pas étendre les frontières de leur alliance vers l'Est, de même que la mise en place d'un système de défense anti-missiles en Pologne et en Tchéquie sans aucune considération pour la Russie.

Il est intéressant de remarquer que le 14 mars 2014, soit un jour avant le discours de *Poutine*, le professeur américain *John Mearsheimer*, professeur de politique internationale à l'Université de Chicago, avait exprimé dans le «New York Times» son opposition au chœur de protestation de la politique et des médias «occidentaux» accusant la Russie d'être à l'origine du conflit ukrainien. Ce professeur américain voit plutôt les racines du conflit dans la volonté des Etats-Unis, depuis les années 90, de retirer l'Ukraine pas à pas de l'influence russe. Il rappela que déjà en 2008, on évoquait ouvertement au sein de l'OTAN l'annexion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'alliance occidentale. Depuis l'automne 2013, le président *Obama* et l'ambassadeur américain à Kiev avaient soutenu le mouvement de révolte dans la capitale, et que de ce fait l'annexion de la Crimée ne pouvait être une surprise. Ce professeur adressa donc comme conseil à la politique américaine de respecter à l'avenir les intérêts russes en Ukraine et de reconnaître que ce pays est un tampon entre l'Est et l'Ouest. *Mearsheimer* fut aussi le premier en «Occident» à rappeler que les Etats-Unis auront bientôt besoin de la Russie quand il s'agira de négocier à propos de la Syrie et de l'Iran, de même que du retrait de l'Afghanistan, mais finalement aussi en regard de la Chine qui s'annonce comme un rival important à l'avenir.

Afin de comprendre le nouveau conflit est-ouest, il faut se reporter au développement historique et aux relations depuis l'effondrement de l'Union soviétique il y a 25 ans. La première décennie après 1991 se déroula sous les efforts du président *Elsine*

pour provoquer un choc en menant le pays à coups redoublés vers une économie de marché comme en Occident. Cette expérience ne pouvait qu'être un échec, cela sous l'influence des oligarques qui s'étaient approprié par des méthodes criminelles les biens du pays, mais placèrent les rendements de ces biens mal acquis dans les banques étrangères au lieu de réinvestir dans le pays, ce qui empêcha de moderniser l'économie du pays provoquant l'appauvrissement d'une grande partie de la population. Le résultat en fut non seulement la nécessité pour la Russie d'emprunter largement en Occident, mais aussi qu'en 1998 le pays fut déclaré en banqueroute.

Ces années *Elsine* sont restées gravées dans la mémoire de la population comme l'«époque du désordre», avec un gouvernement faible dépendant de l'Occident et de ses nombreux «conseillers». Ce fut une ère

Suite page 3

Elargissement de l'OTAN et de l'UE en faveur de la politique mondiale des Etats-Unis

«A court terme, il y va de l'intérêt des Etats-Unis de consolider et de préserver le pluralisme géopolitique qui prévaut sur la carte d'Eurasie. Par le biais de manœuvres politiques et de manipulations, on pourra ainsi prévenir l'émergence d'une coalition hostile qui pourrait chercher à contester la suprématie des Etats-Unis, ce qui n'empêcherait toutefois pas un Etat donné d'imaginer de le faire lui-même. (p. 253s.)

[...] L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long terme de la politique américaine. Une Europe plus vaste permettrait d'accroître la portée de l'influence américaine – et, avec l'admission de nouveaux membres venus d'Europe centrale, multiplierait le nombre d'Etats pro-américains au sein des conseils européens – sans pour autant créer simultanément une Europe assez intégrée politiquement pour pouvoir concurrencer les Etats-Unis dans les régions importantes pour eux, comme le Moyen-Orient. Il est également essentiel pour l'assimilation progressive de la Russie dans un système de coopération mondiale que l'Europe soit bien définie sur le plan politique.» (p. 255)

Zbigniew Brzezinski. *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde.* Paris 1997. ISBN 2-227-13519-0.

«Les Etats-Unis cherchent la guerre ...»

suite de la page 1

visionne en énergie en Russie a maintes raisons:

1. Les Etats-Unis considèrent comme danger pour leur propre autorité économique en Europe le lien économique étroit que leurs provinces satellites européennes ont avec

«Négocier ...»

suite de la page 1

«... principale de l'OSCE est d'aider l'Ukraine dans le règlement pacifique de la crise. «Nous allons sûrement continuer à travailler au règlement pacifique du conflit ukrainien.» Il est scandaleux que dans une telle situation l'UE et les USA menacent de mettre en place des ultimatums et des sanctions déjà partiellement entrées en vigueur, et qu'on envisage le recours à la force. Où est la compassion et la commémoration des millions de victimes inutiles pendant les guerres du XX^e siècle, guerres dont l'origine n'était autre qu'une politique d'intérêt?»

Thomas Kaiser

la Russie. Pour cette raison ils tentent de perturber toute relation positive entre l'Europe et la Russie.

2. D'après la doctrine de *Brzezinski* postulant l'encerclement de la Russie, et en contradiction du consentement donné en 1990 dans le contexte de la Réunification allemande, à savoir que l'OTAN ne s'élargirait pas vers l'Est en traversant l'Oder et la Neisse, les Américains n'ont pas seulement attiré l'Allemagne, mais aussi les pays baltes, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Turquie au sein de l'OTAN, ils ont donc systématiquement déplacé la zone de déploiement des missiles américains en direction de Moscou.
3. En Ukraine, on ne voulait pas seulement élargir l'espace économique américain (UE) et l'OTAN, mais on voulait en même temps affaiblir la Russie de manière décisive.
4. Le budget de l'Etat russe repose principalement sur l'exportation d'énergie. Qui veut donc affaiblir la Russie doit empêcher ces exportations. C'est pourquoi *Obama* a évoqué le «manque de fiabilité» des livraisons de pétrole russe et exigé que l'Europe achète du pétrole et du gaz américains (ce qui n'est guère possible à court terme).
5. Parallèlement à la guerre énergétique c'est aussi une guerre monétaire qui est menée.

Les Etats-Unis ont lancé non seulement des sanctions contre des compagnies et des banques russes, mais ils menacent aussi les investissements russes de par le monde. En réponse à ces sanctions, la Russie vient de se séparer de ses réserves en dollars (200 milliards) et en accord avec la Chine, l'Inde et l'Iran ne pratique plus le commerce extérieur moyennant des dollars, mais en utilisant la monnaie des pays correspondants. Une façon d'affaiblir considérablement l'empire du dollar d'autant plus que les Etats-Unis n'ont pratiquement plus d'or et que le dollar est donc une «monnaie sans couverture ni valeur».

Jusqu'ici il n'y a pas d'indices – hormis les conjurations américaines – qui laissent supposer que l'approvisionnement en énergie de l'Europe est peu sûr. Les Russes ont toujours été fidèles aux contrats et sont existentiellement intéressés à poursuivre leurs livraisons de gaz à l'Europe. Donc pas de quoi s'inquiéter et pas de raison de changer de fournisseur de gaz en faveur des Etats-Unis.

La destruction à l'explosif de l'oléoduc ukrainien montre que la CIA pourrait également faire sauter l'oléoduc *North Stream* en mer Baltique pour provoquer des pénuries sur le marché de l'énergie entre la Russie et l'Europe.

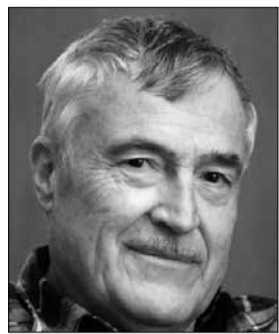
Si l'on considère les sanctions des Etats-Unis et de leurs satellites contre la Russie, la guerre monétaire déjà en cours et maintenant aussi le combat mené par les Etats-Unis contre l'approvisionnement en pétrole de l'Europe par la Russie. Et si l'on prend en considération que le soulèvement sur la place du *Maïdan* de Kiev s'est fait grâce à l'argent américain, aux agents américains et aux troupes de mercenaires américains (*Blackwater*), et si l'on y ajoute que l'OTAN, à l'origine une alliance défensive, s'est transformé en une troupe de mercenaires au service des Etats-Unis, disponible dans le monde entier, alors le risque d'une guerre en Europe n'a jamais été aussi grand depuis la Seconde Guerre mondiale à cause des diverses offensives menées par les Etats-Unis contre la Russie. Une fois de plus nous pourrions nous retrouver dans une guerre que personne n'a voulue.

Ce n'est pas *Poutine* qui est l'agresseur, mais *Obama*, respectivement l'oligarchie financière qui tire les ficelles. L'«amitié transatlantique» devrait signifier pour nous d'empêcher les Etats-Unis de s'aventurer en attaquant davantage de pays au lieu de les suivre aveuglement et en toute obéissance. Au plus tard avec la guerre du pétrole, nous sommes maintenant directement concernés. •

(Traduction *Horizons et débats*)

La situation actuelle en Irak et en Syrie: les conséquences de mauvaises décisions géopolitiques

par Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil



Albert Stahel (photo thk)

Le 20 mars 2003, l'administration Bush secondée par une coalition d'alliés dociles a commencé l'invasion de l'Irak. La prise de décision en faveur de cette invasion était essentiellement fondée sur trois hypothèses:

1. l'Irak disposerait toujours d'armes de destruction massive. Elles devraient être détruites après l'invasion;
2. grâce à la chute du dictateur Saddam Hussein, un processus de démocratisation en Irak et dans le monde arabe pourrait se mettre en place;
3. entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaïda d'Oussama ben Laden il y aurait des relations et une coopération. Saddam Hussein était coresponsable de l'attentat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis;

La question de savoir si le désir de contrôler également les régions pétrolières de l'Irak a influencé la décision de l'administration Bush, doit être mis en question aujourd'hui étant donné que les Etats-Unis manquent d'influence sur les événements en Irak.

Toutes les trois hypothèses se sont révélées être fausses. L'Irak n'avait plus d'armes de destruction massive du tout. Celles-là avaient été détruites sous le regard d'inspecteurs de l'ONU. Le renversement de Saddam Hussein en Irak n'a déclenché aucune vague de démocratisation, mais plutôt un chaos. L'Irak s'est divisé rapidement en trois parties:

1. une partie, dominée par les Arabes chiïtes;
2. une deuxième partie, habitée par les Arabes sunnites;
3. la zone des Kurdes sunnites.

La société civile irakienne a été pulvérisée par la guerre avec l'Iran de 1980 à 1988, la guerre de 1991 contre les Etats-Unis et ses alliés et les sanctions de l'ONU. Au lieu d'as-

sainir de façon ciblée cette société, le consul américain L. Paul Bremer III licencia d'un jour à l'autre l'ensemble de l'armée irakienne. Des centaines de milliers de soldats et officiers sunnites étaient au chômage et se sont organisés rapidement dans les mouvements de résistance. Son prochain acte était l'abolition du parti Baas. Ainsi, des centaines de milliers d'Arabes ont été criminalisés et, à cause du programme de «débaasification», ils n'avaient aucune perspective d'emploi. La soi-disant démocratisation a conduit à la prise du pouvoir par les chiïtes sur l'Irak qui a été dominé pendant plus de mille ans par les sunnites. La frustration et le sentiment de vengeance se sont élargis parmi les Arabes sunnites qui ont dégénéré très vite en une résistance armée contre les forces américaines et leurs alliés.

L'hypothèse que des relations entre le régime laïc de Saddam Hussein et des fondamentalistes islamiques d'Al-Qaïda existaient, s'est également avérée être fautive. Seulement après l'invasion, Al-Qaïda a eu la possibilité de s'installer en Irak et d'y commettre des attentats. Jusqu'en 2006, il semblait que les Américains subirait en Irak une défaite sur le plan militaire. Sous l'influence du nouveau secrétaire à la Défense des Etats-Unis Robert M. Gates, une nouvelle stratégie a été réalisée pour assurer l'occupation de l'Irak. Washington a décidé le renforcement des forces d'occupation par cinq autres brigades de combat – le soi-disant *surge* – et a soutenu la manière d'agir du nouveau commandant américain en Irak, le général David Petraeus. Celui-ci réussit, grâce à l'aide financière et aux promesses politiques, à tirer les chefs de tribus sunnites de la province Al-Anbâr du côté des Américains.

En 2010 et 2011, l'Irak était largement pacifié. L'avenir politique de l'Irak pourtant était encore fondé sur la présence des troupes américaines. L'administration Obama n'arriva apparemment pas à convaincre le président irakien al-Maliki de la nécessité d'un accord comme base pour le

maintien de troupes américaines stationnées en Irak. A l'heure actuelle, il est encore difficile de savoir si l'administration Obama n'a pas exercé, dès le début, la pression nécessaire sur al-Maliki pour qu'il conclue un tel contrat, ou s'il n'a pas été intéressé par un tel contrat. Le fait est que toutes les forces américaines ont quitté fin 2011 précipitamment le pays et ont laissé l'Irak à son sort.

L'effondrement actuel de l'armée irakienne est probablement la conséquence de l'absence de troupes américaines en Irak. Mais, également la motivation misérable et l'armement américain inapproprié des forces irakiennes manquant d'armes pour combattre une armée de guérilla, a favorisé le contrôle d'une grande partie de l'Irak par l'EIIL (*ad-dawia al-islamiya fi l-iraq wa-sch-scham*, Etat islamique en Irak et au Levant). Les 15 000 hommes de l'EIIL en Irak sont, sur le plan militaire, conduits par Abou Bakr al-Baghdadi et d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein. Il est donc faux de désigner l'EIIL comme organisation terroriste. L'EIIL est une armée islamique, menant la guerre de guérilla avec succès et appliquant en particulier les tactiques de guérilla urbaine avec succès.

Pour le succès actuel d'EIIL en Irak, deux erreurs géopolitiques sont coresponsables:

1. l'invasion géopolitiquement imprudente de l'Irak par l'administration Bush et les décisions mal réfléchies de Bremer;
2. le manque de contrat entre l'administration Obama et le gouvernement de Maliki pour le stationnement de troupes américaines après 2011.

S'il y a actuellement encore une chance d'annuler le succès de l'EIIL en Irak par l'intervention de drones américaines, ou/et des unités du Pasdaran iraniens (Corps de gardiens de la révolution islamique), cela doit être remis en question, vu la situation politique et militaire actuelle en Irak. Avec leurs mauvaises décisions, l'administration Bush et

l'administration Obama, ont donc contribué à la déstabilisation géopolitique de toute la région du golfe Persique.

Où est-ce que l'EIIL s'est constitué et qui l'a soutenu? Il y a trois ans, la guerre entre le régime d'Assad et divers groupes sunnites a commencé en Syrie. Peu après, il y a eu avait une division des sunnites dans la soi-disant Armée syrienne libre modérée et d'autres organisations islamiques. Ces dernières représentaient l'islam conservateur des salafistes. Deux organisations de ce genre eurent de plus en plus de succès contre le régime d'Assad: al-Nusrah et l'EIIL. Correspondant à leur idéologie salafite les deux organisations ont été promues par l'Arabie saoudite et approvisionnées en armes. Au début, les deux organisations font profession de leur alliance avec al-Qaïda. Aujourd'hui, al-Nusrah se prononce toujours pour al-Qaïda. EIIL en revanche, s'est autonomisé et contrôle probablement avec près de 8000 combattants bien entraînés de grandes zones de Syrie. Avec d'autres 15 000 hommes, EIIL a envahi le nord de l'Irak, à l'exception des régions kurdes. L'objectif de l'EIIL semble être la construction d'un émirat islamique, ce qui impliquerait des zones sunnites de Syrie, d'Irak et du Liban. Si l'EIIL arrive même à conquérir Bagdad ou Damas qui autrefois étaient les capitales de différentes dynasties de califes, ainsi, l'objectif à long terme de l'EIIL pourrait être la renaissance du califat comme centre du monde islamique et arabe. Pour cela, il faudrait également conquérir l'Arabie saoudite soutenant toujours l'EIIL, avec les deux villes saintes de la Mecque et Médine.

Ainsi, la promotion d'EIIL pourrait s'avérer comme boomerang géopolitique pour l'Arabie saoudite. La déstabilisation ne se limitera pas à la Syrie et l'Irak, mais pourrait s'étendre sur l'ensemble du Moyen-Orient. La responsabilité d'un tel développement reviendrait à la fois aux Etats-Unis et à la dynastie royale saoudienne.

(Traduction Horizons et débats)

Des troupes de combat islamiques – produit du «Devil's game»?

hhg. En lisant l'article d'Albert A. Stahel, il vaut la peine, comme information de fond, de s'adonner à la lecture de «Devil's game» (2005) de Robert Dreyfuss, une excellente référence historique. Il s'agit de la première enquête complète d'un domaine secret de la politique étrangère américaine: le soutien de l'islam fondamentaliste de la Seconde Guerre mondiale à nos jours. L'Empire britannique s'était déjà servi de l'islam fondamentaliste pour ses intérêts impériaux. Les propos brûlants de Dreyfuss sont basés sur des recherches dans les archives, des interviews avec des politiciens, avec des collaborateurs des services secrets et du Ministère de la défense et des affaires étrangères américains. Dreyfuss livre les bases nécessaires pour une bonne

compréhension de la main mise impériale – d'abord, celle de l'Empire britannique et ensuite des Etats-Unis – sur le destin du Proche- et du Moyen-Orient. Quant à la guerre contre Saddam Hussein en 2003, Dreyfuss souligne les faits suivants: «Le régime de Bagdad aussi dictatorial qu'il était, était laïque et le Parti Baas, au pouvoir, fut un ennemi acharné des islamistes, aussi bien chiïtes que sunnites. C'est en connaissance de cause que Bush a encouragé les islamistes irakiens à s'emparer du pouvoir.» (p. 339s.) On sait aujourd'hui, que Bush a agi à l'époque sous l'influence des néo-conservateurs. Dreyfuss caractérise leurs objectifs ainsi: «Les néo-conservateurs veulent contrôler le Moyen-Orient, pas le reformer, même si cela consiste à sépa-

rer les pays les uns des autres et à les remplacer par des Etats réduits à peu, conformément aux divisions ethniques et confessionnelles. L'extrême droite islamique, dans ce contexte, est juste un outil de plus pour renverser les régimes existants.» (p. 337)

«Devil's game» a suscité un vif intérêt auprès d'auteurs tels que Chalmers Johnson ou Seymour Hersh qui le reconnaissent comme «livre brillant». Chas W. Freeman qui a résidé en Arabie Saoudite en tant qu'ambassadeur américain et donc expert de l'«hidden-agenda» désigne, lui aussi, l'enquête comme «étude soigneusement recherchée».

Source: Robert Dreyfuss, Devil's game, New York 2005, ISBN 978-805-081374

«Le conflit ukrainien ...»

suite de la page 2

de faiblesse, utilisée par l'Ouest, notamment par les Etats-Unis, à ses fins propres.

Il faut tenter de comprendre le phénomène Poutine à partir de là, lui qui prit le relais de Eltsine en mars 2000, bien décidé à mettre un terme à cette «époque du désordre», à domestiquer les oligarques, à panser la plaie de la guerre en Tchétchénie, ce qui lui valut un fort soutien de la population. Malgré sa déception à l'égard de l'Ouest, il maintint la politique de bonne entente et de coopération avec l'Union européenne et les Etats-Unis. L'aboutissement de cette politique fut la conclusion de l'accord START devant favoriser la réduction des deux arsenaux d'armes nucléaires. («Strategie Arms Reduction Talks»), signé solennellement en mai 2002 à Moscou par les présidents Bush jun. et Poutine. D'autres étapes de la coopération est-ouest suivirent, comme la mise en place d'un conseil OTAN-Russie permettant des échanges de vue sur des questions stratégiques communes et finalement l'accès de la Russie dans le groupe des Etats du G-8, permettant un fort développement des échanges commerciaux.

Mais cette lune de miel entre l'Est et l'Ouest, comprenant l'entente entre les Etats-Unis et la Russie ne dura pas et subit un vent froid, voire glacé. C'est précisément là que l'Occident mit le doigt, marquant un intérêt véritable pour notamment l'Ukraine en utilisant les méthodes musclées occidentales pour prendre de l'influence. Lors de son discours à la Conférence sur la sécurité de Munich en février 2007, Poutine dut mettre en garde l'Occident du fait de ses nouvelles méthodes d'immixtion politique dans les nouvelles relations de la Russie avec ses voisins. La Russie avait déjà eu affaire à la «révolution orange». Lorsque les ambitions occidentales s'étendirent sur la Géorgie, la Russie mit un halte-là défendant ses intérêts en intervenant militairement en 2008 pendant cinq jours contre la Géorgie séparant ainsi la province d'Ossétie du Sud et la mettant sous la protection de la Russie.

Lorsque Madame Merkel parle de la résurgence de l'«ancienne façon de penser» en «zones d'influence» de la part de Moscou dans le conflit ukrainien, elle ignore la réalité, ne tenant aucun compte de la volonté de l'Occident d'étendre constamment ses zones d'influence vers l'Est. Le tout sous le pré-

texte de droits de l'homme et de liberté alors qu'il s'agit d'une longue marche de l'Occident contre laquelle la Russie avait longtemps marqué beaucoup de patience pour finalement tirer une ligne rouge quant à ses propres intérêts.

Une solution de la crise ukrainienne ne sera possible que dans la mesure où les deux parties, la Russie et l'Occident, seront prêtes à insérer le tout dans un espace global stratégique, c'est-à-dire de reconnaître qu'il faut d'abord régler le très sérieux conflit concernant la Syrie, qui dure depuis trois ans, mais aussi celui avec l'Iran. Autrement dit: la solution du conflit ukrainien est une condition préalable pour être en mesure de régler le conflit central, qui ne peut trouver de solution qu'avec l'aide de la Russie, comme le souligne le professeur Mearsheimer. Cela était déjà apparu lors de la question des armes chimiques syriennes, l'année précédente, dont la solution ne fut possible que grâce à la participation de la Russie.

Dans le conflit ukrainien, on ne pourra également trouver une solution que dans un compromis entre l'Est et l'Ouest, dont le point central doit être la reconnaissance de l'association de l'Ukraine avec l'UE par

la Russie et, par ailleurs, l'acceptation par l'Occident de l'annexion de la Crimée par la Russie. Toutefois, ce compromis exclut fermement une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il s'agit donc pour les deux parties d'accepter les faits accomplis qui se sont déroulés pendant les mois du conflit. Ce compromis, inéluctable et souhaitable, devra être complété par une Constitution réglant les questions fédéralistes qui prendront en compte les intérêts de l'Ukraine orientale de même que de la Russie. Ce compromis est la condition même, d'un point de vue de stratégie globale, pour la reprise d'une coopération entre l'Occident et la Russie. A ce propos, on ferait bien de tenir compte de la thèse de Kishore Mahbubani, diplomate intelligent et scientifique de Singapour, qu'il est bon de ne pas perdre de vue la Chine dans les relations avec la Russie. Dans cette perspective de stratégie globale la résistance commune à l'offensive islamique jouera son rôle. Il s'agit d'une convergence des intérêts stratégiques du «monde situé entre San Francisco et Vladivostok». Dans cette perspective, le conflit ukrainien ne jouera qu'un rôle secondaire.

(Traduction Horizons et débats)

«Je ne veux pas faire partie des gens qui ont peur de défendre leurs principes»

Le courage civil et un véritable esprit démocratique sont contagieux – l'exemple d'Edward Snowden, selon le livre de Glenn Greenwald

par Thomas Schaffner

«L'ère numérique inaugurerait-elle la libération individuelle et les libertés politiques qu'Internet est le seul capable de déclencher? Ou engendrerait-elle un système d'observation et de contrôle omniprésent, au-delà même des rêves des plus grands tyrans de la planète?» (Greenwald p. 20) C'est dans son livre sur Edward Snowden et la National Security Agency (NSA) intitulé: «Nulle part où se cacher. L'affaire Snowden, par celui qui l'a dévoilée au monde», que le juriste distingué par plusieurs prix, l'expert en droit constitutionnel et journaliste-investigateur, Glenn Greenwald, pose cette question. C'est un livre qui, dans les cent premières pages, nous encourage à préserver et à défendre les convictions fondamentales démocratiques. Dans les pages suivantes, le grand nombre des documents prouvant la pratique de surveillance et d'espionnage sans précédent par la NSA, peut aussi déclencher un certain découragement, c'est pourquoi il est conseillé de relire les cent premières pages – comme antidote contre tout sentiment d'impuissance. L'article suivant renonce, pour ces raisons, à présenter les systèmes de surveillance de la NSA portant de beaux noms comme Prism etc. Néanmoins, ce sont les travaux de Snowden, de Greenwald et autres qui vont être honorés pour que la flamme de ces hommes et femmes courageux se répande parmi le plus grand nombre de citoyens possibles et qu'elle renforce le sens citoyen déjà en action – quand ils sont confrontés, à cause de leur engagement pour la démocratie, à des campagnes de diffamation révoltantes, orchestrées par des cercles de pouvoir, exécutées par des journalistes achetés et volatils, des hommes politiques avides et ambitieux et d'autres agents dépourvus de colonne vertébrale morale. Mais ceux qui cherchent la vérité et les défenseurs des principes démocratiques fondamentaux ont un associé fort: c'est la nature humaine elle-même à laquelle la marche rampante a toujours été étrangère.

Selon Glenn Greenwald – l'un des 100 «global thinkers» de l'année 2013 selon le magazine américain *Foreign Policy* –, nous sommes, à l'heure actuelle, à la croisée historique des chemins. Le grand service qu'Edward Snowden, l'ancien analyste de la NSA, nous a rendu est de nous rendre conscients du moment historique, de l'ampleur et de la monstruosité du système global de surveillance installé par le gouvernement des Etats-Unis. Nous avons encore le choix de construire l'avenir des possibilités électroniques de communication: prendre le chemin de la liberté ou nous laisser glisser passivement en direction de la répression totalitaire. Selon Snowden, c'est aux citoyens de décider quelle voie prendre.

L'histoire n'a-t-elle pas toujours été faite par l'homme? Ou bien par une sorte de «Weltgeist» [esprit du monde] ou un déterminisme

FISA – en rappel du «Procès» de Franz Kafka

ts. En 1978, le Congrès américain créa une cour fédérale secrète pour superviser les demandes de mandats selon la loi instituant le *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA). Celui-ci autorise la surveillance des services de renseignements étrangers à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Selon Greenwald, on voulait – avec la création d'une cour fédérale – poser sur une base légale les activités illégales exercées précédemment pendant de longues années. «Je n'avais encore jamais vu d'arrêt de la cour FISA. Personne ou presque n'en avait jamais vu. Cette cour est l'une des institutions les plus secrètes de l'Etat fédéral. Toutes ses décisions sont automatiquement classées ultraconfidentielles et seule une petite poignée d'individus est autorisée à y accéder.» (p. 48)

Au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la Suisse s'engage en faveur de la protection de la sphère privée

ts. Les droits humains sont tout autant valables hors ligne qu'en ligne: voilà ce qu'affirme une résolution de l'Assemblée plénière de l'ONU ayant été votée en décembre dernier à la demande de l'Allemagne et du Brésil. Les deux pays ont réagi de la sorte suite aux pratiques d'écoute de la NSA contre leurs gouvernements, faits révélés par Edward Snowden. Dernièrement, un groupe d'autres pays s'est formé autour de ces deux Etats. En font partie l'Autriche, le Liechtenstein, le Mexique, la Norvège et la Suisse. Ces pays ont déposé auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève une déclaration concernant le droit à la sphère privée. Toute restriction du droit à la sphère privée devra à l'avenir être réglée par la loi et surveillée de manière indépendante. Les droits humains sont universels et doivent être respectés partout. «La surveillance généralisée de citoyens étrangers et la surveillance extraterritoriale n'ont donc pas lieu dans un espace hors la loi», dit ce document. Il est également prévu de créer le poste de rapporteur sur la protection du droit à la sphère privée. En septembre, on fixera des directives qui comprendront également le contrôle des services de renseignements faisant de la surveillance généralisée.

Sources:

The Right to Privacy in the Digital Age,
www.ohchr.org/EN/Issues/DigitalAge/Pages/DigitalAgeIndex.aspx,
«Neue Zürcher Zeitung» du 24/6/14, p. 10

économiste, un destin inéluctable ou la main invisible? La Suisse par son système politique issu de l'esprit coopératif, sa structure de bas en haut et sa démocratie directe confirme tout particulièrement le point de départ de Greenwald: rien ne s'améliore dans le pays si le citoyen ne sort pas de chez lui pour observer ce qui se passe dans les environs. Voilà en substance les paroles du grand poète *Gottfried Keller* du XIX^e siècle, le siècle de la fondation de l'Etat fédéral moderne, du développement des instruments de la démocratie directe au niveau fédéral, du référendum et de l'initiative. Selon *Kant*, les lâches et les paresseux ne voulant pas se servir de leur propre entendement ne sont pas à la hauteur de cette vision personnaliste de l'homme et de son rôle dans l'histoire. Il faut le courage civil de prendre en main le destin et de vivre ainsi la dignité de l'homme. Ou bien: «Sapere aude, aie le courage de te servir de ton propre entendement», voici, selon *Kant*, la devise des Lumières – qui ne peut réussir pleinement que s'il y a un ancrage dans le principe coopératif tel que nous l'a présenté l'historien suisse, *René Rocca*, dans sa thèse d'habilitation.¹

Le principe de transparence empêche les abus de pouvoir

L'histoire nous apprend par de multiples exemples qu'il faut du courage civil pour se sentir obligé à la vérité, qu'il faut de la pertinence et des liens avec ses semblables pour se manifester face à l'arrogance des puissants, à la perfidie des opportunistes et à l'imposture des mythomanes.

«Au lieu d'améliorer les choses, mon silence les aggrave.» (p. 27) Voici la clé du message d'une collègue journaliste de Greenwald – mais franchement, qui vit selon cette devise? N'avons-nous pas souvent peur en préférant nous taire face à l'injustice et d'éventuelles conséquences? «Faux», disent Greenwald et *Laura Poitras*, citée ci-dessus qui, à plusieurs reprises, fût intimidée aux Etats-Unis par la *Homeland Security*, s'étant engagée pour le respect de la Constitution des USA et des droits de l'homme. «Faux», nous dit aussi l'histoire: celui qui montre du courage civil et qui ne se tait pas face à l'injustice, vit non seulement mieux, parce qu'il peut se regarder en face sans avoir honte, il est aussi un modèle pour la marche debout et vit en harmonie avec la dignité innée de l'homme. En appelant les choses par leur nom et en les exposant au grand jour on peut endiguer l'abus du pouvoir. Greenwald: «Les responsables de la sécurité nationale américaine n'aiment pas la lumière. Ils ne commettent d'abus et ne se

conduisent en brutes que lorsqu'ils se croient en sécurité, dans l'obscurité. Le secret est le ressort fondamental de l'abus de pouvoir et, nous venions de le découvrir, son catalyseur. La transparence est le seul véritable antidote.» (p. 27) L'histoire de la Suisse confirme cette expérience: c'était un devoir fondamental des pères fondateurs de notre Etat fédéral moderne de réaliser le principe de transparence afin que «les seigneurs» ne soient plus jamais capables de conspirer, dans des antichambres, contre la souveraineté du peuple.

Un rapport secret de l'armée américaine conseille: saper la crédibilité!

Revenons-en au XXI^e siècle: le citoyen des Etats-Unis, Snowden, s'adressant à Greenwald pour pouvoir divulguer les documents de la NSA qu'il avait copiés, a formulé son point de vue de la façon suivante: «Au bout du compte, il faut appliquer [sur Internet] un principe selon lequel les puissants eux-mêmes ne pourront jouir d'une vie privée que si ce principe s'applique aussi aux individus ordinaires: une vie privée imposée par les lois de la nature, et non par les politiques des hommes.» (cit. d'après Greenwald, p. 29)

Tout comme Snowden, Greenwald était sérieusement préoccupé par les possibilités des services américains de collecter des données. «Au cours des sept dernières années, j'avais été animé par la même conviction, en écrivant presque quotidiennement sur les tendances dangereuses, aux Etats-Unis, du secret d'Etat, de théories radicalisées du pouvoir exécutif, de la surveillance et de la détention abusives, du militarisme et de l'atteinte aux libertés civiles.» (p. 30)

Greenwald avait trouvé, antérieurement, un rapport secret de l'«US-Army», paru en 2008, où celle-ci avait déclaré *WikiLeaks* ennemi public. Il faut se rappeler les méthodes utilisées pour traiter ceux qu'on a secrètement déclarés «ennemis» afin de pouvoir, dans d'autres circonstances, reconnaître plus rapidement ce qui nous paraît douteux: «Le rapport (ironie du sort, *WikiLeaks* en eut connaissance grâce à une fuite) traitait de l'éventualité de lui transmettre des pièces frauduleuses. Si *WikiLeaks* les présentait comme authentiques, ce serait un coup sérieux porté à la crédibilité du collectif.» (p. 30)

Sun Tsu et la Stasi – maîtres de la diffamation

Ce modèle, selon lequel l'«ennemi» désigné doit être discrédité en créant de la transparence qu'on établit avec des documents

incontestables, n'est pas nouveau. Bien qu'on le trouve déjà chez le penseur stratégique chinois, *Sun Tsu*, du VI^e siècle avant notre ère, il est toujours efficace: qui veut croire quelqu'un qui lui-même ne paraît pas trop convainquant? Qui s'instruit de contenus, questions et arguments si le porteur des nouvelles, souvent dérangeantes, ne semble pas être entièrement «cashier», lui-même? Après la chute du mur, on a divulgué ces méthodes de la Stasi décrites dans la directive n° 1/76, de réputation tristement célèbre. (cf. encadré p. 5) Néanmoins, elles sont toujours et encore un moyen efficace des services secrets. Greenwald souligne que les services secrets des «bons» Etats n'y font pas exception. Le fait que ces méthodes aient du succès auprès de nombreux contemporains est la conséquence de la mise en œuvre et de la diffusion pressées de mensonges, de déformations des faits, de diffamations par les médias. Les membres de la coopérative «Zeit-Fragen» qui étaient précédemment membres du VPM, association professionnelle pour la connaissance psychologique de l'homme, connaissent ces procédés, car ils ont eux-mêmes été témoins et victimes d'une campagne médiatique sans précédent en Suisse.

Mais qu'en est-il du respect de la sphère privée qu'exigent Snowden, Greenwald et ses collègues à l'époque d'Internet? Jusqu'à présent, beaucoup de ces histoires mensongères sont toujours dans le Net et il faut un effort énorme pour tenter de les reléguer à la place qui devrait être la leur: la poubelle de l'histoire. Le jugement au sujet de *Google* concernant le droit à l'oubli déclencherà enfin un développement salutaire – si le citoyen s'active.

pro memoria

Le Tribunal fédéral a stoppé la campagne de dénigrement contre le VPM

ts. Au cours des années 1990, les médias ont publiés des milliers d'articles de dénigrement, selon les méthodes de la Stasi et de l'armée américaine, notamment contre la psychologue et historienne *Annemarie Buchholz-Kaiser*, directrice de l'association VPM et initiatrice du journal *Zeit-Fragen/Horizons et débats*. Vous vous demandez pourquoi? Parce qu'elle et d'autres personnes «dérangeaient» dans les questions touchant à la drogue, aux réformes scolaires et à la prévention du VIH. Au lieu que la politique et les médias examinent de manière approfondie et honnête les questions spécifiques – comme cela est d'usage dans une démocratie, et de surcroît dans une démocratie directe –, on se contenta de diffamer. Les positions du VPM d'il y a deux décennies sont aujourd'hui largement reconnues de tous. Les instigateurs de cette campagne et leurs suiveurs n'ont toujours pas eu la grandeur de s'excuser publiquement et la réhabilitation appropriée des personnes discréditées à tort n'a pas encore eu lieu. Les articles et la campagne de dénigrement ont pu être stoppés, suite à d'énormes efforts juridiques des personnes concernées, à l'aide des tribunaux compétents d'abord au niveau cantonal, puis par le Tribunal fédéral, la plus haute juridiction suisse.

Quand demandera-t-on des comptes aux détracteurs?

Snowden savait aussi qu'il devait, suite à son engagement, s'attendre à des conséquences graves pour sa vie privée. Néanmoins, il ne pouvait pas faire autrement que de divulguer la vérité à tout le monde. «Je veux déclen-

Pour renforcer le dialogue, la confiance et la coopération en vue d'une nouvelle Asie de paix et de stabilité

Déclaration du quatrième sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie CICA, Shanghai, le 21 mai 2014

km. Le 21 mai, les représentants des Etats membres de la «Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie» (CICA) se sont rencontrés pour leur 4^e sommet à Shanghai, en Chine. 12 chefs d'Etat et de gouvernements des Etats membres y ont participé. Le secrétaire général des Nations Unies était également présent. A la fin de cette conférence, les représentants ont adopté une déclaration commune, la «Déclaration de Shanghai» («Shanghai Declaration»). Les principaux médias des pays «occidentaux» n'en ont pas parlé.

Actuellement, ce sont 26 Etats d'Asie et d'Afrique du Nord qui se sont unis au sein de la CICA: Afghanistan,

Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Egypte, Emirats arabes unis, Inde, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizstan, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Russie, Tadjikistan, Thaïlande, Turquie, Viêt Nam. Divers autres pays, en partie hors-Asie, et des organisations internationales, dont l'ONU et l'OCDE, ont un statut d'observateur.

Le concept de la CICA a été mis sur pied en 1992 par le président kazakh Noursoultan Nazarbayev. L'organisation elle-même a été fondée en 1999 lors de la première réunion

des ministres des Affaires étrangères des 15 pays membres. Les Etats membres ont organisé le premier sommet en 2002 et le réitère tous les 4 ans.

La CICA veut devenir pour l'Asie ce qu'est l'OCDE pour l'Europe. Les pays suivants ont assuré la présidence tournante de la CICA: le Kazakhstan de 2002 à 2010, la Turquie de 2010 à 2014 et actuellement la Chine de 2014 à 2016. L'objectif de cette organisation est de renforcer la coopération pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Asie. Voilà aussi l'objectif auquel est dédié la déclaration finale de Shanghai de cette année.

Nous, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), nous sommes rencontrés à Shanghai, dans la République populaire de Chine le 21 mai 2014 dans le cadre du quatrième sommet de la CICA;

- reconnaissant que le monde subit d'importants changements continus; la tendance vers la multipolarité et la mondialisation économique gagne de l'élan; les pays deviennent davantage interdépendants; le multilatéralisme et la démocratie sont de plus en plus importants pour la communauté internationale; et davantage de conditions favorables émergent quant à la sauvegarde de la paix et stabilité du monde;
- soulignant que des défis de sécurité traditionnels et non-traditionnels mettent en péril la paix et la stabilité régionales et globales;
- conscients du fait que les pays asiatiques font face à des défis de développement identiques et doivent urgemment, main dans la main, créer un environnement favorable qu'ils puissent partager;
- maintenant que les Etats membres devraient être les défenseurs de la solidarité et faire davantage d'efforts pour renforcer la paix et la stabilité en Asie et dans le monde, prenant en compte la richesse dans la diversité culturelle, sur les bases du dialogue et de la coopération dans le cadre de la CICA et des respon-

sabilités partagées en affaires internationales et régionales;

- réaffirmant notre engagement envers la Charte des Nations Unies et envers les normes et principes du droit international universellement reconnus, portant les objectifs et principes de la CICA inscrits dans la *Déclaration des Principes guidant les Relations entre Etats membres de la CICA* du 14 septembre 1999 et dans l'*Acte d'Almaty* du 4 juin 2002; décidant d'aller plus loin dans le processus CICA et de continuer à mettre en œuvre les mesures de confiance; et de faire de l'Asie une région harmonieuse de paix et de prospérité durables, au travers d'un dialogue polyvalent et approfondi ainsi qu'une coopération dans les domaines de la politique et la sécurité;
- soulignant l'importance exceptionnelle d'une compréhension commune, indivisible et égale de la question sécuritaire;
- insistant sur le besoin de renforcer la coopération entre organisations régionales et les forums en Asie, en encourageant l'établissement et la promotion des liens de coopération entre la CICA et d'autres organisations et forums régionaux et internationaux;

déclarons ce qui suit:

I

1.1 Nous pensons que dans le contexte de la mondialisation, la sécurité est devenue notion universellement partagée avec des dimen-

sions transnationales, de grande envergure et d'interconnexion de plus en plus importantes. Les pays de la région partagent des intérêts communs et des préoccupations sécuritaires. Aucun pays ne peut demeurer immunisé contre des problèmes de sécurité. Nous devrions aspirer à une sécurité commune, complète, coopérative et durable sur la compréhension commune que nous avons pu atteindre.

1.2 Nous réitérons notre désir collectif de mener vers l'avant l'esprit de solidarité, de coopération et d'assistance mutuelle; de respecter la souveraineté de chacun; d'aspirer au développement et au progrès collectifs; et de rester engagés pour construire un environnement de sécurité en Asie basé sur l'assurance, la confiance mutuelle, le bon esprit de voisinage, le partenariat et la coopération entre tous les Etats, profondément enraciné dans le cœur des peuples asiatiques.

1.3 Nous maintenons qu'aucun Etat ne renforcera sa sécurité aux dépens de la sécurité des autres Etats. Ayant à l'esprit la responsabilité principale du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et la sécurité internationale, nous soulignons qu'aucun Etat, groupe d'Etats ou organisation peuvent avoir la responsabilité éminente de maintien de la paix et de la stabilité.

1.4 Conformément à la Charte des Nations Unies et du droit international, nous réaffir-

mons notre volonté de respecter la souveraineté de chacun, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues; de nous abstenir dans nos relations avec l'international de la menace ou l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, car incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies; d'encourager le règlement des différends par des moyens pacifiques; de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats; de ne pas adopter ou soutenir des actions visant à renverser des gouvernements légitimes; de respecter l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples conformément à la Charte des Nations Unies et du droit international; de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion; et de respecter la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire. Nous renonçons également à l'application de doubles standards dans les affaires internationales.

1.5 Nous réaffirmons que la diversité des traditions, des cultures et des valeurs en Asie est un atout précieux pour le riche contenu des relations de coopération entre les Etats membres de la CICA. Nous sommes prêts à mener de vastes dialogues entre cultures,

Suite page II

Initiatives concernant le droit international émanant des Etats membres de la CICA

km. Le 14 septembre 1999, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la CICA de l'époque, approuvèrent, lors de leur rencontre dans la grande ville kazakhe d'Almaty (Alma Ata jusqu'en 1993), la «Déclaration sur les principes des relations entre les Etats membres de la CICA» («Declaration on the Principles Guiding Relations among CICA Member States»); le texte anglais se trouve sur le site de la CICA: www.s-cica.org/page.php?page_id=439&lang=1&parent_id=12). Cette déclaration est en quelque sorte le texte de base définissant les principes de la CICA. Elle fait référence, pour les Etats membres, aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, insistant sur la volonté croissante de leurs peuples à vivre en paix, en amitié, en compréhension mutuelle, en bon voisinage et en coopération. Les Etats membres de la CICA veulent améliorer et intensifier leurs relations en respectant le principe de l'égalité souveraine. Les conflits doivent être évités.

En même temps, la diversité des caractéristiques nationales, des traditions, des cultures et des valeurs des pays asiatiques ne devrait pas être ressentie comme gênante mais appréciée en tant qu'enrichissement pour les relations. La sécurité en Asie est indivisible, toutes mesures de confiance sont considérées comme particulièrement importantes.

Les signataires reconnaissent un lien étroit entre la paix, la sécurité et le développement en Asie et la paix et la sécurité dans le monde. Les signataires

considèrent le désarmement de tous les types d'armes de destruction massive comme étant particulièrement important, et ils s'opposent également à un réarmement avec des armes conventionnelles. La déclaration s'exprime concrètement sur les points suivants:

- pour une égalité souveraine des Etats et le respect des droits inhérents à la souveraineté,
- contre l'utilisation ou la menace de violence,
- pour l'intégrité territoriale des Etats membres,
- pour une réglementation paisible des différends,
- pour une non-ingérence dans les affaires intérieures,
- pour le désarmement et le contrôle de l'armement,
- pour la coopération économique, sociale et culturelle,
- pour les droits humains et les droits de liberté fondamentaux.

Le «règlement d'Almaty» («Almaty Act»); le texte anglais se trouve sur le site de la CICA: www.s-cica.org/page.php?page_id=439&lang=1&parent_id=12), adopté le 4 juin 2002, se rapporte au texte de base concernant les principes de la CICA de 1999 et se concentre sur les questions des menaces sécuritaires et sur la création de sécurité dans l'espace asiatique. En outre, l'organisation intérieure de la CICA est précisée.

L'accent mis sur les questions de paix, de sécurité et de désarmement est également évident dans d'autres initiatives lancées par des Etats membres de la CICA. Le 12 octobre 2011, le «Forum

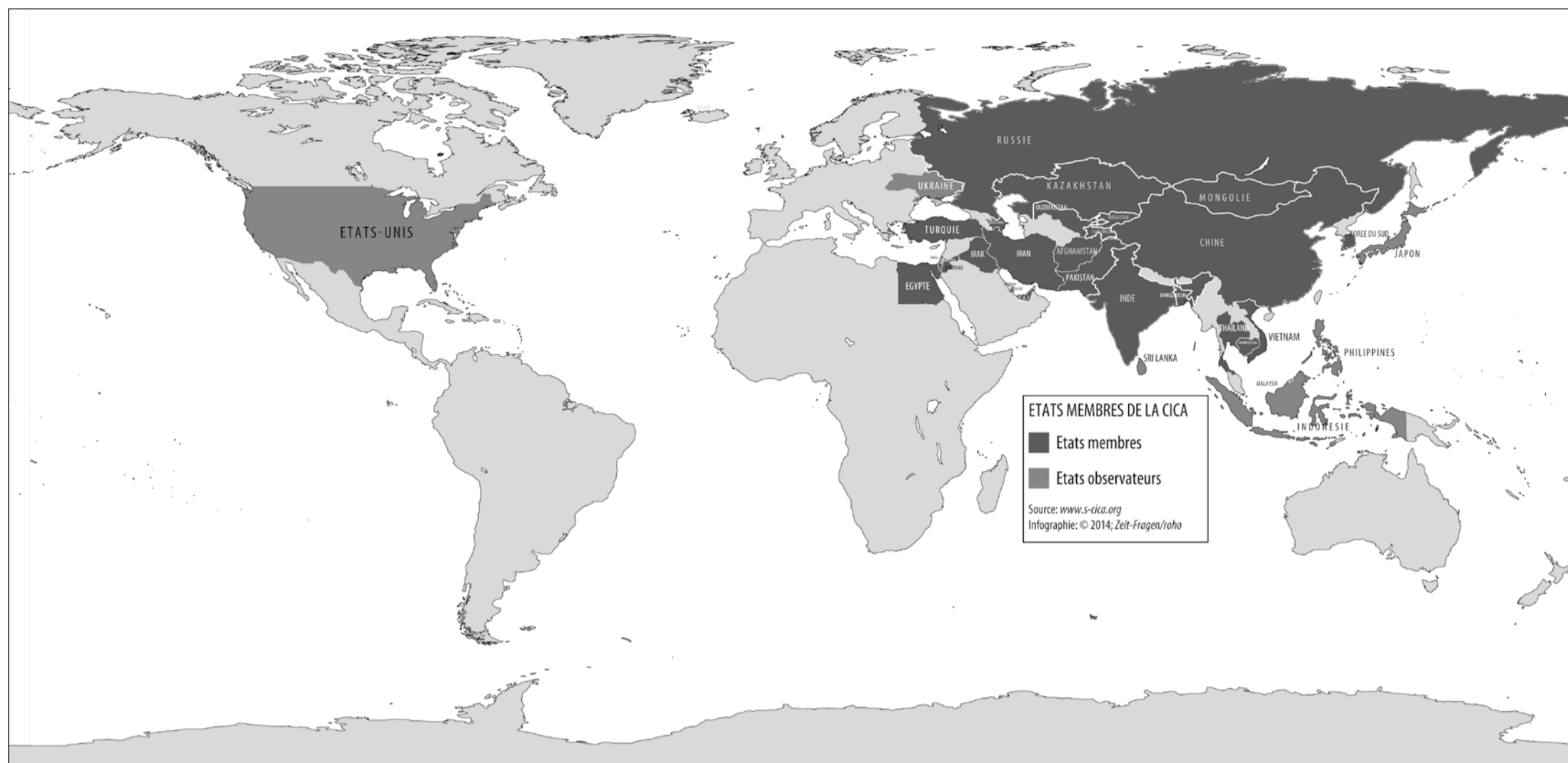
international pour un monde sans armes nucléaires» a adopté dans la capitale kazakhe d'Astana une «Déclaration pour un monde sans armes nucléaires» (www.inform.kz/eng/article/2411544). Après 1991, le Kazakhstan renonça à ses 1500 armes nucléaires de l'époque de l'Union soviétique et ferma l'ancien site d'essais nucléaires russe sur son territoire. Cette déclaration a été suivie par des décisions concrètes des Etats membres de la CICA, telles que la «Déclaration de la Mongolie» du 17 septembre 2012 (à trouver en pièce jointe au document onusien A/67/517-S/2012/760), considéré également par l'Assemblée générale de l'ONU comme une contribution constructive au désarmement et à la non-prolifération des armes nucléaires et le renforcement de la confiance et de la prévisibilité dans la région.

Les Etats membres de la CICA ont également pris des initiatives concernant d'autres problèmes mettant en danger la sécurité de la région et la sécurité internationale, tels que le trafic international de la drogue ou le terrorisme international. Une initiative contre la violence et l'extrémisme émanant du gouvernement iranien a, par exemple, abouti en une résolution de l'Assemblée générale du 18 décembre 2013 («Un monde contre la violence et l'extrémisme violent», («A world against violence and violent extremism»; A/RES/68/127).

La CICA reprend également des initiatives venant des Nations Unies: ainsi, par exemple, les initiatives pour la solu-

tion des problèmes des pays en voie de développement sans accès à la mer ou les résultats des conférences de l'ONU dans le domaine de l'environnement et du développement. Elle se réfère explicitement aux décisions prises lors de ces conférences.

La «Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement», tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, a adopté une déclaration finale, la «Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement» (www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm). Le Principe 7 de cette déclaration, à laquelle les Etats membres de la CICA se réfèrent explicitement, est formulée comme suit: «Les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats ont des responsabilités communes mais différentes. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions exercées par leurs sociétés sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent.» Cela est également un contrepoint aux efforts de contrecarrer les résultats des conférences des Nations Unies sur les sujets de l'environnement et du développement, afin de freiner le développement économique dans les pays émergents et en développement.



«Pour renforcer le dialogue, ...»
suite de la page I

civilisations et religions; encourager l'inclusion, l'apprentissage mutuel et la compréhension; insister sur les forces de chacun pour le progrès commun; et promouvoir la connectivité régionale à travers les contacts de peuple à peuple.

1.6 Nous respecterons le droit de chacun de choisir librement et de développer nos systèmes politiques, sociaux, économiques et culturels.

II

2.1 Nous soutenons l'Organisation des Nations Unies jouant un rôle de premier plan dans la sauvegarde et la promotion de la paix, la coopération et la sécurité ainsi que dans la promotion du développement commun, des droits humains et de la primauté du droit international. Il y a un besoin urgent pour la communauté internationale de renforcer la coopération pour faire face conjointement et efficacement au terrorisme, à l'extrémisme violent, à la criminalité transnationale organisée, au trafic illicite de drogues et à la corruption, ainsi qu'à d'autres menaces et défis tels que la raréfaction des ressources et le changement climatique, conformément aux instruments internationaux applicables.

2.2 Nous soulignons que la communauté internationale doit lutter conjointement contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et soutenir la pleine mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Nous soulignons également la nécessité de réduire conjointement la propagation du terrorisme et des idéologies extrémistes et de promouvoir la tolérance interreligieuse et interethnique, le dialogue et la compréhension. Dans ce contexte, nous

accueillons l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée: «Un monde contre la violence et l'extrémisme violent» (A/RES/68/127) [cf. encadré à la page I], initiée par la République islamique d'Iran, et appelons à la pleine mise en œuvre de cette résolution.

2.3 Nous réaffirmons l'importance de la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de notre engagement à remplir ces obligations, conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, au droit international et aux autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Nous réaffirmons en outre que tous les droits humains sont universels, interdépendants, indissociables et indivisibles. La communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée. Bien que l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse doivent être pris en compte, il est du devoir des Etats, quel que soient leurs systèmes politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

2.4 Nous soulignons que le séparatisme et l'extrémisme violent sont des menaces pour la souveraineté de l'Etat, l'unité, l'intégrité territoriale, la sécurité et la stabilité. Nous ne soutiendrons pas les mouvements d'entités séparatistes sur le territoire d'un autre Etat membre. Nous réitérons également notre détermination à ce que nos territoires ne soient pas utilisés par les mouvements et entités séparatistes et nous ne mettrons pas en place quelque type de relations ou communications avec les séparatistes que ce soit.

2.5 Nous reconnaissons que toutes les mesures nécessaires sont utiles aux niveaux national, régional et mondial afin de coo-

pérer pour réduire de manière significative et finalement éradiquer la souffrance de la faim, la malnutrition et la pénurie alimentaire causées par de nombreuses raisons, y compris les guerres, les actes belligérants et les occupations militaires. La communauté internationale doit déployer des efforts conjoints pour accroître les investissements dans l'agriculture et le développement rural pour garantir le droit à une nourriture suffisante, en particulier pour les femmes et les enfants. Nous appelons à l'ouverture des marchés, l'augmentation du financement national et international pour l'agriculture et le développement rural; la promotion de la production agricole durable; la réduction de la pauvreté; et à promouvoir l'alimentation pour tous. Nous croyons qu'un système de commerce universellement réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable promouvra le développement agricole et rural dans les pays en développement et contribuera à la sécurité alimentaire mondiale. Nous reconnaissons également la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la volatilité excessive des prix des denrées alimentaires, y compris les causes structurelles à tous les niveaux.

2.6 Nous reconnaissons que la sécurité énergétique a un impact direct sur le développement durable aux niveaux national, régional et mondial et sur le bien-être de la population dans tous les pays. Nous nous engageons à promouvoir et à renforcer la sécurité énergétique en accord avec le concept de développement durable et de l'éradication de la pauvreté tel que défini dans le résultat final de Rio+20 en prenant en compte les priorités et les besoins de tous les pays, les pays en développement en particulier. Nous croyons que la diversification des sources d'énergie et les itinéraires de livraison viseront à accroître la compétitivité des marchés internationaux de l'énergie. La communauté internationale devrait, sur la base du principe des «responsabilités communes mais

différenciées», promouvoir et renforcer la sécurité énergétique, ce qui représenterait une coopération mutuellement bénéfique et des formes diversifiées de développement, en particulier dans les pays en développement, visant à soutenir le développement économique et social. Les pays devraient aussi intensifier la recherche et la promotion des technologies énergétiques de pointe, y compris les combustibles fossiles, prendre les mesures nécessaires, le cas échéant, pour développer des projets communs d'infrastructure et d'assurer le niveau nécessaire des investissements dans les capacités de production, ainsi que de développer vigoureusement des ressources énergétiques respectueuses de l'environnement et économiquement performantes.

2.7 Nous soulignons que les efforts conjoints pour la promotion de la connectivité régionale, en particulier des systèmes de logistique intégrés et de transport compétitifs, aideront à parvenir à une utilisation plus efficace des opportunités commerciales entre les Etats membres et à accélérer la coopération régionale et internationale de transport et de transit qui serviront le développement économique durable.

2.8 Nous réaffirmons notre attachement à la non-prolifération, le désarmement et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, comme aussi stipulé dans les documents pertinents de la CICA, en particulier celles adoptées lors de Sommets et au niveau ministériel. Nous soulignons la menace posée par la persistance et la prolifération des armes nucléaires pour la paix et la sécurité dans le monde. Nous notons l'initiative de la République du Kazakhstan de proposer l'adoption d'une Déclaration universelle sur un monde exempt d'armes nucléaires à l'Assemblée générale des Nations Unies [cf. encadré à la page I]. Nous soutenons l'élimination totale des armes nucléaires au niveau mondial et le renforcement à tous les égards du régime

Ce n'est plus ...: Zbigniew Brzezinski. Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde

«Le «jeu» se déroule sur cet échiquier déformé et immense, qui s'étend de Lisbonne à Vladivostok. Si l'espace central peut être attiré dans l'orbite de l'Ouest (où les Etats-Unis jouent un rôle prépondérant), si le Sud n'est pas soumis à la domination exclusive d'un joueur et si l'Est ne réalise pas son unité de sorte que l'Amérique se trouve expulsée de ses bases insulaires, cette dernière conservera une position prépondérante.

Mais si l'espace central rompt avec l'Ouest et constitue une entité dynamique, capable d'initiatives propres; si, dès lors, il assure son contrôle sur le Sud ou forme une alliance avec le principal acteur oriental, alors la position américaine en Eurasie sera terriblement affaiblie. A l'Est, l'union des deux principaux acteurs aurait des conséquences similaires. Enfin, sur la périphérie occidentale, l'éviction des Etats-Unis par ses

partenaires signerait la fin de la participation américaine au jeu d'échecs eurasiens.» [...] (p. 61s.)

«Surtout, l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique. Pour l'Amérique, les enjeux géostratégiques sur le continent eurasiens sont énormes. Plus précieuse encore que la relation avec l'archipel japonais, l'Alliance atlantique lui permet d'exercer une influence politique et d'avoir un

poids militaire directement sur le continent. [...] A l'inverse, si les liens transatlantiques se distendaient, c'en serait fini de la primauté de l'Amérique en Eurasie. Sa maîtrise de l'océan Atlantique, sa capacité à pénétrer en profondeur sur le continent se trouveraient alors très limitées.» [...] (p. 88)

Zbigniew Brzezinski. *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde.* Paris 1997. ISBN 2-227-13519-0.

de non-prolifération nucléaire sur la base des principes de non-discrimination et de sécurité égale, indivisible et non diminuée pour tous les Etats.

2.9 Nous soutenons l'établissement d'un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive, sur la base d'arrangements librement conclus entre les Etats de la région concernée.

2.10 Nous nous félicitons du statut de zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie centrale, qui est une contribution importante au renforcement du régime mondial de non-prolifération. A cet égard, nous félicitons la signature le 6 mai 2014 par cinq Etats¹, parties au *Traité de non-prolifération* (TNP), du Protocole sur les garanties négatives de sécurité envers le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale [accord de Seméi].²

2.11 Nous nous félicitons également de la Déclaration de la Mongolie de septembre 2012 [cf. encadré à la page I] et des cinq Etats dotés de l'arme nucléaire et signataires du TNP, déclarant que le statut de zone exempte d'armes nucléaires de la Mongolie est une contribution concrète à la non-prolifération et au renforcement de la confiance et de prévisibilité dans la région.

2.12 Nous soutenons le droit inaliénable de tous les Etats de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, y compris la production d'électricité, dans le respect de leurs obligations de non-prolifération et de leurs engagements découlant d'accords auxquels ils sont parties; en particulier les accords de garanties de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique].

2.13 Nous prenons note de l'offre du Kazakhstan d'accueillir sur son territoire une banque de l'AIEA contenant de l'uranium faiblement enrichi et demandons à l'AIEA de faire en sorte que cet uranium faiblement enrichi puisse être mis à disposition de tous les Etats membres sans conditionnalités qui nuisent au statut de l'AIEA.

2.14 Nous notons avec satisfaction que les Sommets sur la sécurité nucléaire s'étant tenus à Washington, Séoul et La Haye ont contribué à présenter des mesures pour renforcer de manière concrètes la sécurité nucléaire et radiologique.

2.15 Nous prenons également note de la conférence internationale sur le désarmement et la non-prolifération avec la devise «L'énergie nucléaire pour tous, l'arme nucléaire pour personne» qui s'est tenue à Téhéran les 17-18 avril 2010.

2.16 Nous croyons que les technologies de l'information et de la communication ont grandement favorisé l'économie et le bien-être social de l'humanité, mais ils peuvent aussi être utilisés à des fins contre la paix et la sécurité internationales. Nous sommes profondément convaincus que la coopération internationale, ainsi que la coopération dans l'élaboration de normes internationales et de règles et principes de comportement responsable des Etats dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication sont extrêmement importants pour réduire les risques et améliorer la sécurité. Les Etats membres de la CICA sont prêts à travailler ensemble pour construire



«Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie» (CICA) à Shanghai du 21 mai. (photo www.news.cn)

un espace d'information pacifique, sûr, ouvert et coopératif.

2.17 Nous soutenons pleinement la mise en œuvre du Think Tank international pour les pays en développement sans littoral, créé en juillet 2009 à Oulan-Bator, en Mongolie. Nous exhortons les pays sans littoral d'Asie centrale à ratifier ou à adhérer dans les meilleurs délais à l'accord multilatéral de septembre 2010 pour un *Think Tank international des pays en développement sans littoral*, afin de pouvoir le mettre entièrement en œuvre. Nous reconnaissons que le rôle potentiel de ce Think Tank serait de fournir un soutien technique et de renfort pour les capacités des pays membres et jugeons souhaitable qu'il collabore avec les réseaux et les initiatives existantes dans la région.

III

3.1 Nous exprimons notre soutien à la conclusion pacifique et ordonnée des développements en cours au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en conformité avec la Charte des Nations Unies, du droit international et des aspirations légitimes des peuples de la région.

3.2 En tenant compte des positions différentes sur le processus de paix au Moyen-Orient, nous restons préoccupés et nous appelons toutes les parties concernées à mettre en œuvre toutes les résolutions pertinentes des Nations Unies pour atteindre la paix et la sécurité globales, justes et durables ainsi que la stabilité dans la région par la reprise des négociations pour établir un Etat de Palestine, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies et sur une base juridique internationalement reconnue dans le but de parvenir à la solution à deux Etats vivant en paix et en sécurité l'un et l'autre, tout en préservant pleinement la paix, la sécurité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les autres Etats de la région. La communauté internationale, y compris le Quartet, devrait continuer à fournir des efforts visant à réaliser cet objectif.

3.3 Nous reconnaissons l'importance du dialogue et de la coopération régionale comme

moyen de renforcement de la confiance en Asie du Nord. A cet égard, nous nous félicitons des initiatives pertinentes de pays de la région, y compris le «Dialogue d'Oulan-Bator sur la sécurité en Asie du Nord-Est» proposé par le président de la Mongolie et celui de l'«Initiative pour la coopération et la paix en Asie du Nord-Est (NAPCI)» proposée par le Président de la République de Corée. Nous espérons que ces initiatives peuvent créer des synergies avec d'autres initiatives et apporter une contribution importante au renforcement de la confiance et de la coopération dans le domaine de la sécurité dans la région et au-delà.

3.4 Nous croyons que le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan devrait être mené et dirigé par les Afghans. Nous appelons les groupes d'opposition armés afghans à renoncer à la violence, à rompre les liens avec Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes et à respecter la Constitution de la République islamique d'Afghanistan. Nous félicitons le peuple et le gouvernement afghans pour la tenue des récentes élections présidentielles et provinciales qui marquent la transition pacifique du pouvoir d'un gouvernement élu à un autre. Nous prenons note de l'achèvement du processus de transition des forces armées de la FIAS aux forces armées afghanes à la fin de 2014 et du début de la décennie de transformation. Dans ce contexte, nous restons déterminés à soutenir l'Afghanistan et à travailler avec le reste de la communauté internationale afin de contribuer à la sécurité, à la stabilité, à la croissance et au développement économique de l'Afghanistan et de la région. Nous reconnaissons le rôle important et impartial des Nations Unies ainsi que des contributions d'organisations et d'initiatives pour aider l'Afghanistan à atteindre ces objectifs régionaux. A cet égard, nous soutenons la Chine pour l'organisation de la quatrième Conférence ministérielle des Affaires étrangères sur le *Processus d'Asie centrale-Istanbul concernant l'approfondissement de la coopération pour la sécurité et la prospérité durables dans la région d'Asie centrale* à Tianjin en août 2014.

Nous reconnaissons que le terrorisme, l'extrémisme violent et les drogues illicites

constituent une grande menace pour la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, dans la région et au-delà. Tout en appréciant les efforts nationaux afghans et la coopération régionale et internationale pour relever le défi du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, à savoir le démantèlement des sanctuaires et refuges terroristes, et la perturbation de tout soutien financier et tactique pour le terrorisme, nous mettons l'accent sur la nécessité de poursuivre ces efforts. Il est nécessaire que la communauté internationale aide l'Afghanistan à lutter contre la production de drogues illicites et le trafic, et dans la promotion de moyens de subsistance alternatifs. Il faut également qu'elle prenne d'autres mesures nécessaires pour la lutte contre les drogues illicites, les précurseurs et la consommation dans le monde entier. Dans ce contexte, nous appelons tous les Etats membres à intensifier les activités visant à lutter contre le commerce illicite des drogues et à intensifier les activités de la prévention du détournement des précurseurs chimiques utilisés pour la production de drogues illicites, de la réduction de l'abus des drogues et de la dépendance, à l'aide d'une approche globale, et détecter et bloquer les flux financiers liés au trafic illicite de drogues et de précurseurs.

3.5 Nous sommes inquiets suite au fait que le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'est toujours pas résolu et qu'il continue de menacer la sécurité internationale et régionale. Nous soutenons une solution pacifique de ce conflit sur la base des principes et normes du droit international et des décisions et documents adoptés dans ce cadre. A cet égard, nous demandons au Groupe de Minsk de l'OSCE de revigorer ses efforts en vue du règlement de ce conflit.

IV

4.1 Nous reconnaissons et apprécions les efforts de tous les Etats membres de la CICA, ayant activement mené le dialogue et coopéré dans le renforcement des mesures de confiance (MDC), depuis la fondation de la CICA. Nous sommes prêts à renforcer la coopération; travailler sur l'évolution future des

Suite page IV

... mais: Kishore Mahbubani. Le défi asiatique.

«Au cours des trois derniers siècles, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine n'étaient très souvent que les objets de l'histoire mondiale. Les décisions déterminant le cours de l'histoire ont été prises dans un petit nombre de capitales occidentales, notamment à Londres, Paris, Berlin et Washington. Les deux guerres mondiales, désignation pourtant inexacte, ont été menées sans demander l'avis à la majorité de la population mondiale. Elle fut – au moins jusqu'aux attaques japonaises en Chine et

dans la mer Pacifique – entraînée dans des guerres fondamentalement européennes. Aujourd'hui, les 5,6 milliards d'êtres humains vivant en dehors de l'univers occidental n'acceptent plus qu'on prenne les décisions en leur nom, dans les capitales occidentales. [...]

Le refus des représentants de haut niveau occidentaux d'accepter que la dominance mondiale de l'Occident ne peut plus être maintenue, présente un grand danger pour le monde. Au XXI^e siècle, les sociétés occidentales doivent

choisir, si elles veulent défendre les valeurs ou les intérêts occidentaux. La plupart des représentants occidentaux aiment à dire qu'ils défendent avant tout les valeurs occidentales, notamment la démocratie. Mais le reste du monde réalise à quel point la promotion de la démocratie est sélective. Aucune société occidentale ne s'engage, par exemple, sérieusement à promouvoir la démocratie en Arabie saoudite; car personne ne veut mettre en péril l'approvisionnement en pétrole de l'Occident. [...]

Souvent mes cheveux se hérissent quand je lis les lettres de lecteurs et les commentaires du «New York Times» ou du «Financial Times». Les journaux sont pleins de discours incestueux de personnes qui pensent que les 12% de la population mondiale vivant en Occident peuvent continuer à dominer les 88% de personnes qui vivent en dehors de l'Occident.»

Kishore Mahbubani.
Le défi asiatique. Fayard 2008.
EAN13: 978-2-213-63752-5

«Pour renforcer le dialogue, ...»

suite de la page III

processus de la CICA; et soutenir la CICA à jouer un rôle plus important dans les affaires asiatiques. Nous sommes prêts à agir sur la «Déclaration de Shanghai», adoptée lors du Sommet et contribuer à instaurer une paix durable et de prospérité commune en Asie.

4.2 Nous saluons les efforts des pays de coordination et de co-ordination qui promeuvent la coopération par diverses mesures de confiance. Nous apprécions la création du *Conseil de la jeunesse de la CICA* et du *Conseil des affaires de la CICA*; et la tenue de trois forums d'affaires de la CICA à Bangkok, Istanbul et Iekaterinbourg. A cet égard, nous félicitons en particulier les efforts déployés par la Fédération de Russie et la République du Kazakhstan pour réaliser des progrès dans les domaines économiques et humains. Nous sommes engagés à promouvoir les mesures de confiance dans divers domaines et d'élargir le dialogue à long terme et la coopération entre les Etats membres.

4.3 Nous réaffirmons que l'éradication de la pauvreté est le principal défi auquel est confronté le monde d'aujourd'hui et que c'est une exigence indispensable pour le développement durable. Nous reconnaissons l'importance du développement durable en fonction des circonstances et des priorités nationales et de tous les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, y compris, notamment, le principe de responsabilités communes mais différenciées, comme énoncé au principe 7 de cette dernière [cf. encadré à la page I]. Nous décidons en outre d'accélérer nos efforts vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

d'ici à 2015. Nous croyons que les objectifs de développement durable en cours de développement au travers du mandat de Rio+20 doivent traiter efficacement les trois piliers du développement durable et afin de contribuer à l'Agenda de développement post-2015.

4.4 Nous soulignons le rôle important de l'équilibre du système commercial multilatéral, bénéfique à la réalisation des objectifs de développement de tous les Etats membres. Dans ce contexte, nous soutenons la reprise rapide du processus d'adhésion de certains Etats membres de la CICA à l'Organisation mondiale du commerce.

V

5.1 Nous apprécions le travail effectué par le Secrétariat de la CICA pour développer la CICA; et nous soutenons le renforcement du Secrétariat pour qu'il puisse mieux s'acquiescer de son mandat. Nous lançons un appel à tous les Etats membres de la CICA à verser des contributions volontaires au budget du Secrétariat. Nous nous félicitons du projet de déménagement du Secrétariat de la CICA à Astana, capitale de la République du Kazakhstan.

5.2 Nous nous félicitons vivement de la contribution faite par l'Ambassadeur *Çınar Aldemir* en tant que directeur exécutif de la CICA pour le développement et le renforcement du processus de la CICA.

5.3 Nous nous félicitons de l'adoption de nouvelles règles de procédure de la CICA.

5.4 Nous soulignons l'importance de renforcer la coopération, le partenariat et les relations extérieures entre la CICA et d'autres organisations et forums régionaux et inter-

nationaux. A cet égard, nous encourageons le Secrétariat de la CICA à poursuivre ses efforts pour nouer des relations au niveau institutionnel avec les organisations et forums régionaux et internationaux.

5.5 Nous nous félicitons également de la signature du protocole d'accord entre le Secrétariat de la CICA et le Secrétariat de l'OCS en marge du Sommet de Shanghai de la CICA.

5.6 Nous demandons aux Etats membres, qui ne l'ont pas déjà fait, de ratifier rapidement le Statut du Secrétariat de la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie. Nous demandons également aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de signer et ratifier la Convention sur les privilèges et immunités du Secrétariat, son personnel et ses représentants des Etats membres de la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie.

VI

6.1 Nous exprimons notre profonde gratitude pour la contribution importante apportée par le Président de la République du Kazakhstan, *SE Noursoultan Nazarbaïev*, à la création, le développement et la croissance de la CICA comme le président fondateur.

6.2 Nous saluons vivement le travail effectué par la République de Turquie, qui a assuré la présidence de la CICA depuis 2010. Pendant ces quatre années, sous la direction éclairée de la Turquie, on a assisté à des progrès importants dans la réalisation des objectifs et des principes de la CICA.

6.3 Nous saluons et soutenons la Chine dans sa présidence de la CICA et nous sommes

confiants que la Chine, en étroite coopération avec les autres Etats membres et les observateurs, poursuivra ses efforts pour accroître la coopération et le développement de la CICA à un niveau supérieur.

6.4 Nous sommes heureux de constater un intérêt croissant pour le processus de la CICA. A cet égard, nous félicitons la République populaire du Bangladesh et l'Etat du Qatar en tant que nouveaux membres de la CICA.

6.5 Nous nous engageons à tenir la cinquième Réunion des ministres des Affaires étrangères de la CICA en 2016 et le cinquième Sommet de la CICA en 2018. •

Quelle: www.s-cica.org suivre: Documents; Political declaration; Declaration of the Fourth CICA Summit. (Traduction *Horizons et débats*)

Commentaires de la rédaction:

¹ Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne sont les puissances nucléaires ayant signé le Traité de non-prolifération.

² L'accord international de Semeï a été signé le 8 septembre 2006 par le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan dans la ville de Semeï (autrefois Semipalatinsk). Il interdit les tests, le stationnement, la possession et la production d'armes nucléaires en Asie centrale.

³ Le Groupe de Minsk de l'OCDE a été formé en 1992 par l'ancienne Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), actuellement OSCE, pour soutenir la recherche d'une solution négociée dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concernant la région de Berg Karabach.

⁴ Le directeur général est élu par les ministres des Affaires extérieures de la CICA sur recommandation du pays membre qui préside la CICA jusqu'à la prochaine réunion régulière: de 2002–2010 le Kazakhstan; de 2010–2012 (puis jusqu'en 2014) la Turquie; de 2014–2016 la Chine. Quand la présidence change, le directeur général change aussi.

Les Etats asiatiques reconnaissent le droit international et s'opposent à toute revendication hégémonique unipolaire

Quand l'Europe retrouvera-t-elle sa substance éthique et porteuse de culture?

km. La Déclaration finale du sommet de la CICA mérite toute notre attention: grâce à son acceptation inconditionnelle du droit international et de la Charte des Nations Unies, grâce à l'accent mis sur le rôle éminent que jouent les Nations Unies en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le monde, grâce à son opposition au monde unipolaire sous l'hégémonie d'un seul Etat ou d'un groupe d'Etats et grâce à l'accent mis sur l'égalité des droits de tous les Etats.

Cette déclaration affirme l'intérêt de tous les Etats de la CICA à la Paix, à la sécurité et à la stabilité dans la région tout en attribuant un rôle éminent à la collaboration étroite entre les Etats, sans négliger le respect mutuel dû à la souveraineté des pays membres et de tout pays en général.

En revendiquant les droits et les devoirs des Nations Unies et du Conseil de sécurité, elle se dresse contre le rôle de «police mondiale» dont se sont arrogés les Etats-Unis et leurs alliés ainsi que l'OTAN. Le renoncement explicite du deux poids-deux mesures dans les rapports internationaux est également une différence claire face à la politique occidentale des 25 années écoulées.

La déclaration insiste sur la grande valeur et le respect dus à la multitude des traditions, cultures et valeurs prévalant en Asie ainsi que le but de mener un dialogue profond au-delà des frontières des cultures, des civilisations et des religions. On veut apprendre l'un de l'autre, on veut approfondir la compréhension mutuelle et promouvoir la solidarité au sein des régions à l'aide des relations humaines. Le droit de chaque peuple de choisir et développer son propre système politique, social, économique et culturel reste garanti – entièrement dans l'esprit des deux pactes internationaux concernant les droits humains de 1966.

Il est évident qu'ainsi, la grande majorité des pays asiatiques manifeste une autre conception du vivre-ensemble dans un monde globalement interdépendant que celui des leaders politiques

occidentaux. Aujourd'hui, ce n'est plus l'«Occident» qui s'engage pour les principes et les valeurs que la communauté mondiale s'est promise de respecter en réponse aux terreurs des deux guerres mondiales; aujourd'hui, ce sont d'autres Etats et peuples de ce monde ainsi que leurs gouvernements. L'analyse de la «Déclaration de Shanghai» et les points de repère qui y figurent, montrent que les Etats asiatiques ont, depuis plusieurs années, entamé un travail intense dans le domaine du droit international, exprimant du respect également face à des initiatives qui n'ont suscité en «Occident» que de la polémique et du mépris ou qui sont tout simplement ignorées – bien qu'il s'agisse de sujets tels que le désarmement nucléaire concernant tous les Etats du monde et devrait donc les intéresser vivement.

Mais apparemment – à regarder leurs actes et non pas leurs paroles – les gouvernements des Etats «occidentaux» se sont abstenus des principes et des valeurs classiques de la communauté des peuples. *Angela Merkel*, la chancelière allemande, s'est dernièrement exprimé à ce sujet de manière significative en disant: «La Russie ne pourra pas, à long terme, se tenir à l'écart de la mondialisation, ni en politique, ni en économie.» («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 16/5/14). On ne comprendra cette phrase qu'en tenant compte du fait que ce genre de «mondialisation» n'est guère synonyme d'une collaboration équitable entre Etats dans un monde de plus en plus solidaire – c'est précisément dans ce domaine que le gouvernement russe, qu'*Angela Merkel* aime critiquer, a souvent fait des propositions au cours des dernières années – non, ici on parle bien de mondialisation mais en termes de soumission à l'hégémonie insolente des Etats-Unis et de leur empire financier, menaçant tous ceux qui désirent et aspirent à une autre évolution du monde.

Thomas P. M. Barnett, conseiller néo-conservateur du ministre de la Défense américain *Donald Rumsfeld*, a fait la

même chose, plus de 10 ans en arrière: juste après la première phase de la guerre contre l'Irak, il mentionna avec beaucoup d'arrogance le «prochain tour de matchs à l'extérieur de l'armée américaine», en parlant des Etats qui refusent la «mondialisation», dont notamment la Russie et toute une série d'Etats asiatiques. Ces propos furent publiés en allemand dans les colonnes de la «Frankfurter Rundschau» du 25/6/03.

Cette arrogance est restée, même si les Etats-Unis et l'OTAN, après leurs échecs en Afghanistan et en Irak, ont changé leur stratégie de pouvoir sous la forme de la «smart power», ayant même amené le président américain à annoncer, dans son discours à West-Point, une sorte de «retenue» face au déclenchement de guerres ouvertes. Ces variations stratégiques n'ont pourtant rien changé à l'hégémonie que s'arrogent les Etats-Unis et leur volonté d'utiliser d'innombrables moyens sinistres camouflés – souvent en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies – afin de maintenir leur pouvoir, tout en provoquant en permanence ceux qui s'opposent à cette politique afin de pouvoir les faire passer pour «les responsables de la guerre».

Cette arrogance provoque jusqu'à nos jours de graves conséquences. Du temps de *Thomas P. M. Barnett*, on négligeait déjà le fait que les gouvernements de la plupart des autres Etats – en Asie particulièrement – ne sont pas formés par hasard. En Asie, d'après tout ce que l'on peut observer, les gouvernements sont formés par des hommes politiques cherchant à éviter les conflits, gardant confiance en leur valeur, en refusant de se soumettre à l'«Occident», par la prise de mesures préventives pour anticiper les éventualités.

L'attention et le respect face aux prestations des Etats asiatiques ne doit pas provoquer des malentendus. Il ne s'agit pas de préconiser la voie asiatique ou russe pour l'Europe. Il existe également des groupes politiques douteux semblant soutenir les Etats asiatiques et en particu-

lier la Russie, pour des motifs, des idées et des «courants de pensée» n'ayant aucun lien avec les réalités de terrain de ces Etats. Il s'agit plutôt de motifs et d'idées au service de l'élitisme et de l'autoritarisme de forces politiques en Europe, qui veulent gagner en pouvoir en designant la Russie comme modèle.

L'Europe dispose cependant également d'une autre tradition spirituelle et culturelle, avec laquelle elle peut et doit renouer, si elle veut faire face aux bouleversements qui s'annoncent dans le monde. Il est grand temps de se remémorer l'essence morale, éthique, formatrice et porteuse de la culture inscrite dans le christianisme, dans le droit naturel moderne, dans l'Humanisme, dans l'héritage des Lumières et dans la rigueur scientifique en toutes disciplines – essence qui nous concerne existentiellement et qu'il faut faire fructifier pour se préparer aux défis de l'avenir.

L'Europe fut le lieu de naissance du respect de la dignité de l'homme et des droits humains ainsi que du concept de l'Etat de droit, libéral, subsidiaire, fédéral, démocratique et social, pourvu d'une Constitution et reposant sur la séparation des pouvoirs. Les Européens rédigèrent l'idée du droit international et de la souveraineté citoyenne, populaire et étatique. C'est de l'Europe que sont issues les revendications de la tolérance et de la liberté religieuse. L'Europe a tenté de contrecarrer le développement économique et social en direction d'un capitalisme socio-darwiniste par une économie sociale de marché où le droit de jouissance libéral de la propriété et le développement des forces productives en faveur du bien commun, donc pour le bien de l'humanité, sont primordiaux.

Les citoyens des Etats européens peuvent renouer avec tout cela et plus encore. Voilà les bases pour une conscience européenne saine et réaliste qui permettra aux Européens de contribuer sur un pied d'égalité, au développement de la grande famille des êtres humains.

Pro memoria: diffamation de citoyens intègres à l'aide de campagnes

La directive n° 1/76 de la Stasi et la diffamation de dissidents, pas seulement par l'actuelle NSA. Les élèves ont-ils dépassé leur maître?

Extrait de la «Directive no 1/76 pour le développement et le traitement de «procédures chirurgicales» [=Operative Vorgänge (OV)] du ministère de la sécurité d'Etat de la RDA.

«[...]»

2.6.2 Formes, moyens et méthodes de la décomposition

Le choix des mesures de «décomposition» [=Zersetzung] à exécuter doit se faire sur la base de l'estimation exacte des résultats atteints suite au traitement de la procédure chirurgicale spécifique, notamment suite aux points de départ élaborés, suite à l'individualité de la personne concernée et suite au but à atteindre.

Voici les formes éprouvées à appliquer pour la décomposition:

- jeter le discrédit systématique sur la réputation et le prestige de la personne en reliant des déclarations vraies, vérifiables et discréditantes ainsi que des déclarations erronées, crédibles, non

contestables et donc également discréditantes;

- organiser systématiquement des échecs professionnels et sociaux afin de détruire la confiance en soi de la personne;
- détruire avec détermination toutes convictions relatives à certains idéaux, modèles, etc. et créer des doutes concernant la perspective personnelle;
- créer la méfiance et les soupçons mutuels au sein de groupes, d'associations et d'organisations;
- créer ou exploiter et renforcer les rivalités au sein de groupes, associations et organisations par l'exploitation ciblée des faiblesses personnelles de certains membres;
- occuper les groupes, les associations et les organisations avec leurs problèmes intérieurs afin de réduire leurs activités hostiles et négatives;
- empêcher ou limiter les relations entre les membres d'un groupe, d'une association ou d'une organisation au niveau temporel ou local à l'aide de certaines

dispositions légales, par exemple en définissant un poste de travail fixe, en attribuant un poste de travail situé à grande distance, etc.

Avant la mise en vigueur de mesures de décomposition, il faut avoir recours à des collaborateurs officieux [= inoffizielle Mitarbeiter, IM] fiables, éprouvés et capables d'assumer ces fonctions.

Voici les moyens et méthodes éprouvés pour la décomposition:

- engagement de collaborateurs officieux, en tant que coursiers de la centrale, personnes de confiance du directeur du groupe, personnes supérieures, mandataires d'un service appartenant au domaine d'activité, d'autres intermédiaires etc.; utilisation de lettres anonymes ou pseudonymes, de télégrammes, d'appels téléphoniques etc., de photos compromettantes, par exemple de rencontres réelles ou simulées;
- propagation ciblée de rumeurs concernant certaines personnes d'un groupe,

d'une association ou d'une organisation;

- indiscretions ciblées ou simulation d'une «fausse conspiration concernant des mesures de défense du Ministère de la sécurité d'Etat;
- assignation de personnes à comparaître devant des autorités étatiques ou des organisations sociétales avec justification crédible ou peu crédible.

Ces moyens et méthodes sont à utiliser, à renforcer et à perfectionner de manière créatrice et différenciée, selon les conditions concrètes de chaque procédure chirurgicale. [...]

Source: Richtlinie Nr. 1/76 zur Entwicklung und Bearbeitung Operativer Vorgänge. Herausgegeben von: Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, BStU, MfS, BdL-Dok. 3234 – Druck, 59 S. www.bstu.bund.de/DE/Wissen/MfS-Dokumente/Grundsatzdokumente/_inhalt.html, p. 43s. (Traduction Horizons et débats)

«Je ne veux pas ...»

suite de la page 4

cher un débat planétaire sur la protection de la vie privée, la liberté sur Internet et les dangers de la surveillance étatique. Je n'ai pas peur de ce qui va m'arriver. Je me suis fait à l'idée que mon initiative va mettre vraisemblablement un terme à la vie que j'ai menée jusqu'à présent. Et je prends la chose avec sérénité. Je sais que c'est juste d'agir ainsi.» (cit. d'après Greenwald p. 36) Il est honorable que Greenwald n'ait pas eu la conscience tranquille en sachant qu'un homme qui s'investit pour les valeurs démocratiques fondamentales est exposé à des poursuites par une démocratie occidentale, la démocratie en question par contre doit être honnie. Nous autres, nous avons le devoir de nous engager à ce que les porteurs de mauvaises nouvelles ne soient pas décapités – mais que, contrairement, ceux qui, au nom de la liberté et de la sécurité des citoyens, sont en train d'abolir exactement ces principes soient forcés de rendre des comptes.

Des êtres tout à fait ordinaires sont capables de vaincre l'adversaire le plus redoutable

L'attitude de Snowden de se défendre contre les injustices et d'informer ses contemporains de ce qui se passe à leur insu est digne d'imitation. Lui-même, dans une conversation avec Greenwald, lors de leur première rencontre dans un hôtel à Hong Kong, a exprimé les vérités fondamentales suivantes, émanant d'une vision personnaliste de l'homme, basée sur l'anthropologie: «La vraie valeur d'un individu ne se mesure pas aux convictions qu'il met en avant mais à ce qu'il est prêt à faire pour les défendre. Si vous n'agissez pas selon vos convictions, c'est que ce n'en sont pas vraiment.» (cit. d'après Greenwald p. 72) Ce sont des paroles exprimant le droit fondamental de l'homme à la libre expression de ses opinions.

Lors de son enfance et jeunesse, il avait appris que «c'est nous qui insufflons du sens à la vie à travers nos actes et les histoires que nous créons avec elles.» Ce sont les actes qui font l'homme. «Je n'ai pas envie d'être un individu qui a peur d'agir pour défendre ses principes.» (cit. d'après Greenwald p. 73) «Et l'histoire montre aussi que des êtres appa-

remment ordinaires, quand ils sont suffisamment résolus de s'opposer à l'injustice, peuvent triompher des adversaires les plus redoutables.» (cit. d'après Greenwald p. 73) Et de continuer: «Ce qui maintient une personne dans la passivité et l'obéissance, c'est la crainte des répercussions, mais une fois que vous avez renoncé à votre attachement, à des choses qui ne comptent guère – l'argent, la carrière, la sécurité – rien ne vous empêche de surmonter cette peur.» (cit. d'après Greenwald p. 74) Il s'agit là d'un déroulement rendu éternel en littérature par Henrik Ibsen. Dans sa pièce de théâtre intitulée «Un ennemi du peuple», un médecin est confronté au fait que son engagement pour la vérité et le bien commun est un obstacle à la cupidité de l'argent, du pouvoir

une intrépidité enracinée dans la conviction de faire ce qu'on croit juste, et un refus de se laisser intimider ou décourager par des menaces dénuées de fondement émanant de responsables malveillants désireux de dissimuler leurs agissements.» (p. 80) A côté des responsables, on compte aussi d'autres serviteurs du pouvoir tels que les journalistes achetés menant des campagnes médiatiques de «bas étage», comme ils l'ont fait en Suisse lors de la campagne médiatique susmentionnée. Ou bien des hommes politiques à l'instar de l'indigne Joseph Fouché, qui sont prêts à tout trahir pour arriver à leurs fins de carrière. Leur propre passé, leur dignité, même leurs propres enfants sont trahis si cela peut servir à faire semblant qu'on ait les mains propres.

Attaque ad personam

Snowden disait: «Je sais que les médias ramènent tout au plan personnel et le gouvernement voudra braquer le projecteur sur moi, s'attaquer au porteur du message.» (cf. Greenwald, p. 81)

et de l'influence d'une petite clique dominant les médias et possédant de gros moyens financiers. Et là aussi: lorsque la vérité est mise au grand jour et que rien ne peut la faire disparaître, le porteur de la vérité est attaqué. Et cela au niveau de la personne, par diffamation etc. (cf. ci-dessus).

Ce sont les citoyens eux-mêmes qui décident où l'on va

Snowden souligne qu'il n'avait pas l'intention de détruire les systèmes de la NSA, mais de permettre à l'opinion publique de décider si cela doit continuer ou non.» (cit. d'après Greenwald p. 75) Greenwald demande à Snowden ce qui arrivera lorsqu'il se fera connaître comme lanceur d'alerte. On l'inculpera d'une infraction contre la loi sur l'espionnage de 1917 pour le soupçonner d'avoir aidé les ennemis des USA et de compromettre la sécurité nationale. «Je suis sûr qu'ils s'empareront des moindres incidents qu'ils découvriront en fouillant dans mon passé, en les grossissant ou même en en fabriquant certains, pour me diaboliser autant que possible.» (p. 80)

S'il doit aller en prison ... il s'est résolu de supporter tout ce qu'ils lui feront. «La seule chose qui me serait insupportable, ce serait de savoir que je n'ai rien fait.» (cit. d'après Greenwald, p. 80) En voilà une attitude qui, en défendant la démocratie directe est digne d'un prix Courage – mais aussi une attitude sans laquelle la démocratie, particulièrement la démocratie directe, ne réussira jamais.

Ne pas se laisser intimider ou décourager par des menaces

Greenwald et Laura Poitras se sont retrouvés inspirés et motivés par le courage de Snowden. C'est au départ du projet du livre de Greenwald qu'il défend de la façon suivante: «Je me sentais le devoir de rapporter cette affaire dans l'esprit initial de Snowden:

Qu'il faut offrir une résistance résolue aux auxiliaires d'exécution de tous bords nommés par Snowden et Greenwald est évident pour chaque citoyen qui ne se contente pas de seulement parler le cœur franc de la marche debout, de l'engagement pour le Bonum commune, mais de les vivre au quotidien.

«Je sais que les médias ramènent tout au plan personnel ...»

Snowden connaissait aussi la manière de procéder de la plupart des médias et leurs attaques ad personam soit autoguidées soit sur ordre extérieur, lorsqu'il s'agissait de garder des faits fâcheux sous le boisseau. Ainsi il a confié à Greenwald: «Je sais que les médias ramènent tout au plan personnel et le gouvernement voudra braquer le projecteur sur moi, s'attaquer au porteur du message.» (cit. d'après Greenwald, p. 81)

Le courage de Snowden est contagieux ce qui s'exprime par les paroles suivantes de Greenwald: «De telles attaques ne nous dissuaderaient pas d'informer, de publier de nombreux autres articles à partir de ces documents [de la NSA rendus publics par Snowden], en dépit des campagnes de peur et des menaces, en accomplissant notre devoir de journalistes. Je voulais être très clair: ces manœuvres habituelles d'intimidation et de diabolisation seraient vaines. Rien ne nous empêcherait d'informer.» (p. 116) Cette éthique journalistique et citoyenne est à conseiller à tous, surtout aux «embedded» journalistes impliqués d'une façon ou d'autre. Ainsi la caricature d'un écrivain acheté peut évoluer en être humain.

La nature humaine est du côté de ceux qui recherchent la vérité

Ce qui était important pour Greenwald et Laura Poitras, c'était que le monde puisse apprendre la vérité de la bouche de Snowden

en personne avant que les calomnies ne circulent: «Nous étions déterminés à ce que le monde entende pour la première fois parler de lui, de ses actes et de ses motifs, par la bouche de Snowden en personne, et non à travers une campagne orchestrée par le gouvernement américain alors qu'il se cachait ou qu'il était en garde à vue et incapable de s'exprimer en son nom.» (p. 118) Certes, ce déroulement est souhaitable à tout le monde de se faire entendre auprès du public sans préjugés. Car si l'on a réussi à créer des liens et une base de confiance, la propagande, la calomnie et la haine peineront à embrouiller l'esprit et les cœurs des gens. Même si la chasse aux sorcières prend le devant avec une puissance de feu maximale, les citoyens sachant qu'à long terme la vérité se fera toujours connaître ne jetteront pas l'éponge mais prendront leurs responsabilités. Certes, il faut souvent les capacités d'un coureur de marathon, surtout lorsque l'adversaire dispose d'une grande énergie criminelle. Mais au bout du compte, la nature sociale de l'être humain comme constante anthropologique infaillible sera du côté de toute personne calomniée. Il ne surprend donc pas que les cercles d'élites au pouvoir susmentionnés fassent sans cesse feu contre cette vision personnaliste de l'homme comme être social, capable de faire du bien et de se lier avec ses semblables.

Il faut que toutes les forces démocratiques fassent alliance

Comment Snowden entrera-t-il dans l'histoire? Le combat est en cours. Il y en a un qui s'y connaît quand il s'agit de révéler des agissements non-démocratiques aux USA. Il s'agit de Daniel Ellsberg, le révélateur des documents du Pentagone. (cf. p. 6) Il a élevé sa voix et a donné la priorité dans les manuels d'histoire à Snowden: «Il n'y a pas eu dans l'histoire américaine de fuites plus importantes que la publication par Edward Snowden de documents de la NSA – y compris celle des Pentagon Papers il y a de cela quarante ans.» (cit. d'après Greenwald p. 124) Une reconnaissance de source sûre qu'on ne peut guère refuser de reconnaître. Pourtant la question de savoir quelle sera la position de Snowden dans l'histoire ne se laisse pas séparer du rôle de Greenwald, de Laura Poitras, et, last but not least, de tout citoyen. Des slogans de la gauche tels que «Toutes les roues s'immobiliseront si ton bras fort le souhaite», «Qui ne se défend pas fait fausse route» ou «Là où la justice se transforme en injustice, la résistance est un devoir» se marient très bien avec des idées de démocratie directe ou citoyennes telles que «Que nous puissions saisir le positif du passé et créer du neuf sur ces anciennes fondations à chaque heure». Car seulement une alliance de toutes les forces démocratiques de la gauche à la droite sera capable de faire front au délire du pouvoir et aux sirènes de la faisabilité visant la surveillance totale. Dans ce contexte il ne s'agit plus seulement

Le système des «Five Eyes»

Edward Snowden: «Ma seule et unique motivation est d'informer le public de ce qui se fait en son nom, et contre lui. Le gouvernement américain, dans le cadre d'une conspiration avec des Etats qui lui sont inféodés, et surtout les «Five Eyes» – le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande –, a imposé au monde un système de secret, une surveillance omniprésente contre laquelle il n'y a aucun refuge.» (cf. Greenwald, p. 43)

Sauf que les citoyens s'y opposent!

L'Hybris de certains chercheurs spécialistes du cerveau

Contre la déshumanisation de l'individu

par Eva-Maria Riemer, biologiste

Selon les dires des scientifiques, il n'existe encore aucune théorie de la neuroscience,¹ ce qui n'altère nullement l'importance relativement florissante d'un «Hype» à son sujet. Comme pour le projet de génome humain (initié en 1990, conclu en 2003) qui déchiffrait l'information génétique de l'hérédité humaine et promettait d'ouvrir à la médecine l'accès à d'incroyables possibilités thérapeutiques, des sommes énormes ont été investies dans des approches particulières de la recherche de cerveau, mais les promesses espérées ne se sont pas plus réalisées que pour le projet génétique.

Une de ces approches, parallèlement au procédé d'imagerie financé par des crédits de plusieurs millions alloués à la recherche, part de l'hypothèse qu'il est possible de reproduire le fonctionnement du cerveau au moyen de l'ordinateur. Cette théorie se base sur la supposition d'un fonctionnement du cerveau identique à celui d'un ordinateur, ce qui, dans le cas (par exemple) d'altérations de son fonctionnement habituel, rendrait possible la compréhension de maladies psychiques. Le neuroscientifique Felix Hasler – par ailleurs docteur en pharmacologie – dans son livre «Neuromythologie» se débarrasse allègrement du fonctionnement du cerveau avec ce genre de représentations fumeuses.² C'est ainsi que l'office de l'assurance-invalidité de Lucerne a adopté avec enthousiasme cette «méthode de diagnostic» pour les maladies psychiques respectivement l'aptitude au travail en pratiquant des «scans de cerveau» privés de toute base scientifique.³

L'évaluation biologique selon laquelle on voudrait réduire le mécanisme du cerveau humain à un fonctionnement soi-disant numérique entraîne cependant divers problèmes. L'aide qu'elle pourrait apporter au soulagement des malades est plus que discutable. Les avantages de la neuroscience sont ainsi évalués par le Pr Andreas Heinz⁴ de la manière suivante: «On a investi beaucoup d'argent dans ce domaine, mais sur le plan clinique il n'en est pas sorti grand-chose.»

Une théorie réductionniste qui assimile pratiquement les humains à des machines induit le danger de renvoyer à la société l'image d'êtres humains déshumanisés et dont la valeur pourrait se réduire à une évaluation purement utilitaire. L'homme en tant que personne, son âme, sa conscience, son esprit, plus rien de tout cela ne sera pris en compte. Dans cette perspective, le malade psychique n'est plus qu'un cerveau malade nécessitant un médicament pour fonctionner à nouveau. Qui donc se soucie de sa vie, de son ressenti, de ses souffrances?

Dans le domaine éducatif, les nouveaux plans d'études s'y sont mis aussi et en Allemagne comme en Suisse se développe un système d'analyse entrée-sortie basé sur le même concept de l'humain. Les enfants n'y

sont plus que des «systèmes apprenants», l'individu, une machinerie éducative efficace. Si le «système-enfant» ne fonctionne pas, on lui appose une étiquette de diagnostic au lieu de lui assurer un soutien pédagogique qui lui permette de se remettre à l'étude et de se reconstruire humainement.

Etant donné qu'une réduction systémique-cybernétique de la personne humaine à la simple fonction digitale du cerveau pose problème à beaucoup d'égards, nous allons l'expliquer dans ce qui suit que cette seule théorie représente déjà une restriction unilatérale du point de vue biologique, car le cerveau ne travaille tout simplement pas comme un ordinateur.

Comment le cerveau fonctionne-t-il en réalité? Pourquoi la comparaison avec un ordinateur ne colle-t-elle pas? N'y aurait-il pas cependant un genre de code binaire à la base du fonctionnement des cellules nerveuses? La possibilité d'une telle appréhension du cerveau ne dépendrait-elle pas à plus ou moins longue échéance d'une optimisation de la quantité des données et de leur traitement?

Pour tester l'activité cérébrale d'un sujet, un médecin peut faire un électro-encéphalogramme. C'est ainsi qu'il peut mesurer les variations de courant électrique qui se produisent au sein des cellules nerveuses. Ce travail est basé sur les impulsions électriques dont la mesure est de l'ordre des millivolts. Graphiquement, les variations de courant sur une fibre nerveuse sont représentées sous la forme de «pointes» («Spikes»). Ceux-ci étant toujours de la même hauteur, leur valeur est donc constante. Il n'y a qu'une seule alternative à la transmission des impulsions électriques le long d'une fibre nerveuse: Spike ou pas-Spike, et la seule réponse possible est «oui» ou «non».

Ce principe du tout-ou-rien correspond au fonctionnement d'un ordinateur. Là aussi, il n'existe que deux alternatives: 0 ou 1, et ce code concerne toutes les informations qui en découlent. Dans ce code binaire (binaire = qui repose sur 2 unités) par exemple, la lettre A est représentée par le codage 00001, B par 00010, etc. On appelle ce type de codage d'informations le numérique. La transmission d'information aux fibres nerveuses ne comprenant que deux alternatives (Spike – pas-Spike), elle correspond au codage numérique d'un ordinateur. De cette façon, on appréhende donc uniquement le processus des fibres nerveuses, mais pas la cellule nerveuse dans son ensemble.

Quand il y a transmission de l'information d'une cellule nerveuse à l'autre, un changement de code (codage de l'information) se produit et passe du digital à l'analogique. De quelle façon peut-on appréhender cette mutation? Une cellule nerveuse se compose d'un corps cellulaire – que l'on peut se représenter sous la forme d'une étoile. Les

fibres nerveuses sont issues de l'extrémité des branches de l'étoile. Certaines d'entre elles transmettent une impulsion électrique au corps cellulaire, et souvent, le corps cellulaire utilise une seule des fibres nerveuses disponibles pour transmettre l'information jusqu'à une autre cellule nerveuse.

L'extrémité de cette fibre (axone) conductrice se termine par un petit renflement qui n'a aucun contact avec la cellule nerveuse suivante et comporte une petite entaille. Ainsi, si une impulsion électrique se propage le long d'une fibre nerveuse, elle ne transitera pas par cette entaille, tout comme le courant ne peut s'écouler d'un câble coupé. La brèche occasionnée dans la transmission joue le rôle d'un interrupteur. De quelle façon l'entaille entre l'extrémité de la fibre et la cellule nerveuse suivante – on appelle ce point de contact une synapse – va-t-elle être surmontée?

Quand l'impulsion électrique atteint une synapse, elle provoque l'émission de substances porteuses (stockées dans le renflement à l'extrémité de la fibre). Celles-ci se projettent sur la cellule voisine et y déclenchent une réaction chimique. Ainsi une modification du courant électrique se déclenche de nouveau dans la cellule nerveuse suivante. La fonction d'une cellule nerveuse suit donc toujours le même schéma: électricité (fibre nerveuse) – chimie (synapse) – électricité (fibre nerveuse) – etc. et se propage ainsi d'une cellule nerveuse à l'autre.

Le processus chimique représente cependant un codage analogique. Comment cela? Analogique signifie que stimulation et signal correspondent l'un à l'autre, qu'ils sont proportionnels. Autrefois, on pouvait par exemple, en utilisant un téléphone analogique, entendre quel numéro on avait composé. Si on composait le Trois, on entendait 3 bips dans l'écouteur, et le Sept, 7 bips. C'est cela, l'analogique: plus la stimulation est forte, plus le signal est fort. Pour une cellule nerveuse, cela se traduit par: plus forte est l'émission de substances porteuses, plus la variation de la tension électrique vers la cellule nerveuse suivante sera forte. A une intensité de stimulation donnée fait suite une réponse-réflexe exactement proportionnelle qui peut avoir en continu toutes les inter-valeurs possibles (et donc pas seulement 2 alternatives).

Le système nerveux, et donc également l'activité cérébrale, se traduit donc toujours par un changement du codage numérique et analogique de l'information: numérique (fibres nerveuses) – analogique (synapse) – numérique – analogique ... L'activité cérébrale repose sur des processus complexes de compensation de ces circuits. Dans une cellule nerveuse, il peut y avoir entre 1 et 200 000 (!!!) synapses.

Encore un exemple: nous avons tous fait l'expérience de nous concentrer sur un travail tout en écoutant la radio. Le cerveau peut occulter la stimulation auditive de telle

façon qu'on ne se souvient absolument plus d'avoir entendu même une chanson. C'est-à-dire que les cellules nerveuses compensent analogiquement les signaux électriques entrants, prennent la mesure de l'information et ne transmettent réellement au cerveau qu'une partie infime de la stimulation auditive. C'est exactement ce genre de processus de compensation qui permet par exemple de se concentrer sur un sujet déterminé.

Si, dans un but de recherche scientifique, on se limite à l'examen de l'activité cérébrale par le codage numérique, il faut alors reconnaître que ce faisant, on a occulté une partie essentielle de cette même activité cérébrale humaine. Et si l'on fait prévaloir cette théorie, on contribue alors à la construction d'une conception de l'homme dans laquelle le cerveau humain apparaît finalement comme une machine dont la copie semble très proche du modèle initial et même s'y conformerait, moyennant la résolution de quelques problèmes méthodologiques. Jusque là, il n'a même pas été question d'envisager que le cerveau puisse modifier ses structures et qu'il fonctionne en liaison étroite avec le deuxième système de gestion de notre corps: le système hormonal.

On peut réduire le fonctionnement cérébral au domaine du codage numérique aux fibres nerveuses dans un but de recherche scientifique, mais on doit alors le spécifier expressément et non pas prétendre être parvenu ainsi à une connaissance absolue. Pour éviter tout malentendu: il ne s'agit pas de torpiller la recherche fondamentale médicale rationnelle, mais plutôt de souligner le risque d'une absolutisation de ce qui n'est qu'une approche de recherche, vue comme si celle-ci couvrirait la nature humaine dans son entier.

Oui, le cerveau ne fonctionne pas comme un ordinateur et non, l'homme n'est pas une machine. L'homme a un cerveau, mais il n'est pas son cerveau. D'autres sciences – la philosophie, l'anthropologie et la psychologie, par exemple – ont beaucoup plus contribué à la compréhension de la nature humaine que la neuroscience.

Comme me l'a dit l'un de mes amis: on peut toujours démonter un piano, ce n'est pas pour autant qu'on trouvera la Sonate au clair de lune.

¹ «Es fehlt eine Theorie der Neurowissenschaft» (Il manque une théorie de la neuroscience), interview de Felix Tretter, directeur médical du Département des dépendances de la clinique Isar-Amper, Munich Est, in: «Neue Zürcher Zeitung» du 16/4/14

² Felix Hasler, *Neuromythologie*, éditions Transcript, Bielefeld 2012

³ «Allein angewandt wären sie Mumpitz», *Neue Zürcher Zeitung* du 18/1/14

⁴ Le Pr Andreas Heinz est directeur de la Clinique de psychiatrie et psychothérapie du Campus Charité Mitte de Berlin; www.nzz.ch/wissenschaft/bildung/das-gehirn-ist-ein-wunderbares-organ-1.18295786, le 5/5/14

«Je ne veux pas ...»

suite de la page 5

de savoir comment juger l'action de Snowden mais comment chaque citoyen, nous tous voulons entrer dans l'histoire: Le dos droit protégeant la dignité humaine ou paresseux, lâche et rampant? En se pliant au pouvoir ou en vivant ce que nos ancêtres ont formulé sans pareil dans la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU? L'article premier stipule: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.»

Il faut faire progresser le respect de ce bien juridique précieux!

Glenn Greenwald. *Nulle part où se cacher. L'affaire Snowden par celui qui l'a dévoilée au monde.* JC Lattès. 2014, ISBN: 978-2-7096-4615-4.

¹ Roca, René. *Wenn die Volkssouveränität wirklich eine Wahrheit werden soll ... Die schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis – Das Beispiel des Kantons Luzern. Schriften zur Demokratieforschung, Band 6.* Herausgegeben durch das Zentrum für Demokratie Aarau. Zürich 2012. ISBN 978-3-7255-6694-5.

Documents du Pentagone et vérité historique ...

ts. En 1967, le secrétaire à la Défense Robert McNamara commanda une étude. Elle était intitulée «United States – Vietnam Relations, 1945–1967: A Study Prepared by the Department of Defense». Dans cette analyse de plus de 7000 pages, publiée dans son intégralité par le gouvernement américain en 2011, on obtient un aperçu des antécédents de la guerre du Vietnam et des décisions prises par Washington.

Explosif: la guerre avait été préparée de longue date et n'a pas été menée en raison de considérations géostratégiques, mais pour éviter une éventuelle perte d'hégémonie des Etats-Unis. Quatre présidents américains avaient trompé le public et le Parlement. Indigné par ces faits, Daniel Ellsberg, ancien collaborateur de l'ambassade

américaine au Vietnam et membre du think-tank «Rand Corporation», ayant accès aux documents, fit publier en 1971, une partie de ces documents sous le nom de «Pentagon Papers» dans le «New York Times».

Selon George Friedman du think-tank américain «STRATFOR», les guerres américaines eurent également, depuis la Seconde Guerre mondiale, encore un autre arrière-plan: de nombreuses guerres n'ont pas été gagnées, non pas en raison de l'incapacité de le faire, mais parce que l'objectif n'était est pas la victoire. A l'aide de ces guerres, il s'agissait plutôt d'empêcher quelque chose – à savoir, que les adversaires puissent devenir une menace pour les USA: «Les Etats-Unis ne doivent pas gagner de guerres. Il suffit de déséquilibrer l'adversaire et

de l'empêcher de devenir une puissance pouvant constituer un danger.» Et si l'on considère la façon dont les Etats-Unis ont mené leurs guerres, leur plan a réussi: les guerres ont durement touché les pays et les populations, il leur a fallu des années, voire des décennies, pour plus ou moins s'en remettre.

Sources:

www.zeit.de/wissen/geschichte/2011-06/pentagon-papiere

www.spiegel.de/politik/ausland/pentagon-papers-washington-beicht-letzte-vietnam-luegen-a-767493.html

George Friedman. *Die nächsten hundert Jahre. Die Weltordnung der Zukunft.* Frankfurt 2009, ISBN 978-3-593-38930-1. p. 15 (Version originale: *The Next 100 Years: A Forecast for the 21st Century.* 2009. ISBN 0-385-51705-X)

Voulons-nous vraiment cela?

Réflexions sur les fondements du Plan d'études 21

par Dieter Sprock

Les consultations concernant le projet de Plan d'études 21 («Lehrplan 21») sont terminées. Actuellement, le projet est en phase de remaniement, mais il ne faut pas s'attendre à de grands changements, si nous ne les exigeons pas fermement. Bien que soient posés, avec le Plan d'études 21, des jalons importants pour l'avenir de nos enfants et du pays tout entier, le débat concernant sa conception de base n'a guère eu lieu. Il est grand temps de le relancer.

Face à un projet d'une si grande importance, il est indispensable que les bases et les objectifs de ce plan d'études soient présentés ouvertement et discutés largement, afin que les citoyens puissent se former une opinion et décider eux-mêmes s'ils veulent vraiment accepter ce plan d'études. Une telle procédure fait tout naturellement partie des habitudes démocratiques de notre pays.

Les concepteurs de ce plan d'études se justifient volontiers en se référant à l'article 62 de la Constitution fédérale, l'article sur l'instruction publique, demandant une harmonisation du système scolaire, que le peuple suisse a approuvé en 2006. Cependant celui-ci prévoit uniquement l'harmonisation de l'instruction publique concernant «la scolarité obligatoire, l'âge de l'entrée à l'école, la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement et le passage de l'un à l'autre, ainsi que la reconnaissance des diplômes». Mais il ne justifie nullement la réorientation totale de l'école publique.

Le Plan d'études 21 ne sert pas, comme on le dit officiellement, à harmoniser les 21 plans scolaires des cantons suisses-allemaniques, mais il représente un changement profond de tous les contenus d'apprentissage et la pratique de l'enseignement. Suite à son orientation «sur le développement des compétences selon le cadre de référence européen commun» (Plan d'études 21, langues p. 12), sur le programme PISA et les théories du constructivisme (cf. ci-dessous), il rompt avec notre tradition de formation européenne et transforme l'école publique de fond en comble.

La bonne école ...

La tâche de l'école publique est de développer les capacités humaines et intellectuelles de la génération montante, de la préparer à la vie professionnelle, à la formation continue et de former des citoyens responsables, capables de participer activement et de manière responsable au développement de la société. Dans le passé, l'école publique suisse a parfaitement accompli cette tâche.

La profession d'enseignant a joui en Suisse d'une très haute estime, l'école publique était ancrée et acceptée dans toutes les couches de la population. Elle n'a pas seulement posé les bases pour des exploits scientifiques mais elle a également contribué de façon décisive au maintien de la démocratie directe. Elle a préparé les enfants à leur tâches en tant que citoyens.

L'ancrage démocratique de notre école publique aux niveaux cantonal et communal était unique au monde. Des comités scolaires, élus par le peuple exerçaient le contrôle et assuraient le bon fonctionnement.

... et sa déconstruction à l'aide de «nouvelles» formes d'apprentissage

Il est évident qu'une bonne école ne peut pas se reposer sur ses acquis; il y a toujours beaucoup à améliorer et à développer. Cependant, il n'y avait aucune raison de remettre en question tout ce qui avait fait ses preuves et de chambouler l'école de fond en comble, comme cela a été fait dans notre pays. Pour préparer le terrain à la destruction de notre système scolaire, on a, pendant des années, décrit l'école publique comme étant totalement arriérée et dépassée tout en minant systématiquement la réputation des enseignants. Dans les journaux, à la radio et à la télévision, et même dans les écoles de formation des enseignants on a propagé l'idée que l'école n'était plus au goût du jour. Puis les réformes se sont succédées sans arrêt.

On s'est attaqué à l'enseignement de la classe entière, dirigé par le maître, en le dénigrant en tant qu'«enseignement frontal». De nouvelles formes d'apprentissage individualisé tel l'enseignement avec plan hebdomadaire, l'atelier d'apprentissage, l'enseignement en groupes multiâges, l'apprentissage autodirigé etc. Les protagonistes de ces nouvelles idées, prétendaient qu'il était impossible que les élèves puissent apprendre en même temps la même chose sans devoir en pâtir car ils ont tous des besoins, des capacités et des connaissances beaucoup trop diverses. Afin de renforcer leur théorie, ils comparent, de manière totalement absurde, les différences entre les élèves d'une classe aux différences entre les diverses espèces animales, tels les oiseaux, les chiens, les singes et les éléphants.

Sous prétexte que l'école et le contrôle de l'école devaient être professionnalisés, il y a eu des transformations massives dans son ancrage démocratique. De nombreuses tâches importantes ont été retirées aux commissions scolaires élues pour les transmettre à des acteurs «professionnels». On nomma pour chaque école un directeur et on créa des services spécialisés pour l'évaluation de l'enseignement et des écoles dans le but de faire progresser la mise en œuvre des réformes, en opposition totale aux conseils des enseignants chevronnés.

Promesses et réalité

On nous promet des paysages d'apprentissage fleurissants, d'avantage de plaisir à apprendre à l'école, un soutien individuel et global. On a fait de la publicité avec des notions positives, telles qu'«apprendre à apprendre» «apprendre en équipe» «apprendre les compétences sociales», les «qualifications-clés», la «pensée globale», l'«autonomie», l'«ouverture de l'école vers le monde» etc. Mais la réalité, c'est autre chose.

En réalité, les enfants apprennent de moins en moins. A l'école, ils sont souvent abandonnés à eux-mêmes et travaillent selon leur propre programme, chacun pour soi. Et ce sont avant tout les élèves les plus faibles qui en souffrent! Alors qu'avec l'enseignement en classe dirigé par un enseignant expérimenté et la communauté de la classe ils pouvaient être rattrapés, ils n'en ont aucune chance avec l'apprentissage individualisé; laissés seuls ils se résignent souvent. Ils se retrouvent rapidement dans une spirale d'exams, de diagnostics, de libération d'objectif d'apprentissage et de traitements médicamenteux avec des conséquences néfastes pour la vie. Ainsi on transforme les élèves, peut-être un peu plus faibles que les autres, en patients. Entre temps, chaque école a ses équipes de spécialistes socio-thérapeutes.

Sans doute, il y a des élèves qui apprennent dans toutes les circonstances et qui peuvent même sauter des classes en apprenant seuls. Dans cette concurrence sans merci, ils sont au top. Cependant, en y regardant de plus près, eux aussi manquent souvent de bases solides et avant tout de liens sociaux.

«L'ouverture de l'école» promise, se révèle de plus en plus être la dictature d'une idéologie par laquelle l'apprentissage est rendu plus difficile, voire même impossible, dans nos écoles publiques. Beaucoup de parents sont désespérés parce que leurs enfants n'arrivent plus à suivre à l'école et perdent le plaisir d'y aller. Souvent, même les parents avec une bonne formation scolaire n'arrivent pas à comprendre les exercices posés de façon compliquée dans des outils pédagogiques chaotiques. Les maîtres d'apprentissage se plaignent du manque de savoirs en langue maternelle (allemand ou français) et en mathématiques des candidats. Certains ne sont même pas prêts à apprendre, il leur manque la volonté de travailler. Après neuf ans d'école, de plus en plus d'adolescents sont incapables de lire un mode d'emploi simple et de le comprendre. Ils ne savent plus rien en histoire ou n'ont plus que des connaissances rudimentaires même de l'histoire de notre pays et de l'importance de la démocratie directe. Les écoles du secondaire doivent rattraper les connaissances manquantes dans des cours de soutien coûteux ou bien baisser massivement leurs exigences.¹

Au sujet des fondements du Plan d'études 21

Le Plan d'études 21 perpétue ce développement désastreux et oblige les 21 cantons suisses-allemaniques de continuer à avancer dans cette même direction. Selon ses auteurs, les fondements théoriques se basent avant tout sur le constructivisme et les données du programme PISA qui étaient déjà responsables de la transformation de notre école publique.

Empêcher l'apprentissage par le constructivisme

Le constructivisme est un terme collectif pour différents courants philosophiques du XX^e siècle. La plupart et surtout les expressions les plus radicales partent de l'idée que l'être humain n'est pas en mesure de voir la réalité de façon objective, suite à cela, chaque personne construit sa propre réalité. Par conséquent personne ne peut affirmer connaître le monde réel. Il ne peut donc y avoir des valeurs et des objectifs éducatifs universels, car chacun possède sa propre vérité.

On prétend donc que l'enfant se réfère toujours à lui-même, qu'il se «développe principalement à partir de lui-même, à partir de ce qui se trouve déjà en lui»; qu'il se construit en grande partie lui-même. Ce ne sont pas le monde qui l'entoure et ses relations humaines mais «selon cette théorie le cerveau s'avère être le constructeur décisif de la réalité.» (selon Ahrbeck 2004, p. 85.) Lors de difficultés, ce n'est donc plus l'enfant avec son réseau complexe de relations, ses idées et ses émotions personnelles qui sont au centre, mais ses fonctions cérébrales. Cette théorie se reflète dans les diagnostics d'innombrables enfants nerveux et dans leur traitement avec des médicaments psychotropes.²

Concernant l'école cela veut dire que si toutes affirmations concrètes concernant le monde réel sont impossibles, l'enseignement de connaissances concrètes sur le monde réel est insensé. L'enseignement est vidé de son sens. «Motivations, attitudes et positions» remplacent les contenus. L'enfant ne doit plus comprendre le monde, il suffit qu'il puisse s'y retrouver et s'y déplacer. Il «découvre le monde en agissant». La transmission traditionnelle du savoir et des valeurs est remplacée par de simples activités et capacités, appelées de façon grandiloquente «compétences» dans le plan d'études.

Les enseignants et les éducateurs deviennent des accompagnants d'un développement déterminé par «les lois propres aux adolescents». Leur tâche consiste à mettre à disposition des offres d'apprentissage dont les enfants peuvent choisir. Ils peuvent cependant également les transformer ou refuser. On attend de l'enseignant qu'il reste le plus discret possible pour laisser à l'enfant la responsabilité de son propre développement.

Le Plan d'études 21, voulant transformer l'école selon ces idées aberrantes de l'être humain, rompt radicalement avec l'idée euro-

péenne de la formation et sa conception personnaliste de l'homme. L'être humain est réduit à un «système autorégulateur». La réalité et l'importance des relations interpersonnelles dans la vie et l'apprentissage sont pour ainsi dire occultées. La formation dégénère en un amoncellement de compétences banales pouvant être mesurées et cochées, mais cela n'a rien à voir avec la réelle compétence dans le sens de la tradition de formation européenne.

Orienter les contenus de l'apprentissage sur le programme PISA

Suite aux pressions exercées par le gouvernement des Etats-Unis sous Reagan, l'OCDE a développé au cours des années 1980 des tests standardisés, connus aujourd'hui sous le nom de tests PISA. Leur but était de pouvoir contrôler la politique de formation de certains Etats membres opposés à la centralisation voulue.

Aujourd'hui les tests PISA servent à diriger dans le monde entier la politique de l'enseignement d'Etats souverains selon les normes de l'OCDE. Ces tests ne mesurent pas, comme tout le monde le croit, la qualité de la formation mais elle la dirige et détermine ainsi ses contenus; les enfants apprennent pour le test. Dès le début, le programme PISA n'était rien d'autre qu'un instrument de pilotage et de contrôle politique.³

Les premiers tests ont déclenché dans toute l'Europe (soutenu par les médias!) un flot de réformes. Entre temps, les tests PISA sont devenus, par l'administration de la formation, un instrument de pilotage important, également en Suisse.

Comment l'UE et l'OCDE dirigent la politique de formation en Suisse

En 2010, dans le domaine de recherche spécial «Staatlichkeit im Wandel» (L'Etat en mutation) de l'Université de Brème, on a publié une étude ayant analysé l'influence des organisations internationales, notamment l'OCDE et l'UE sur la politique de formation suisse. Au centre de ce rapport se trouve le processus de Bologne, soutenu notamment par la Commission européenne, et le programme PISA de l'OCDE.

En bref, les résultats montrent une «influence d'une ampleur inattendue» des organisations internationales sur la conception de la politique de formation suisse. On a réussi à modifier les «lignes directrices internes de l'Etat concernant la formation» de façon qu'elles correspondent actuellement à celles de l'OCDE et de l'UE. Lors de ce processus certains «acteurs nationaux» auraient utilisé les initiatives internationales, telles PISA et Bologne, de manière «stratégique». Les «veto-players et les idées directrices culturelles» n'auraient, de manière surprenante, pas pu l'empêcher. La «transformation de la souveraineté suisse en matière de formation» est un exemple pour les transformations politiques dans d'autres pays!⁴

Depuis plusieurs années, le système d'éducation suisse est donc influencé par des organisations internationales et transformé selon leurs prescriptions. Le Plan d'études 21 s'adapte parfaitement au système de formation de l'OCDE et de l'UE, qui veulent mettre au pas la formation dans le monde entier. Il ne contient rien d'autonome, ce qu'on réalise sans peine en comparant les termes utilisés qui sont pratiquement les mêmes que dans les projets semblables de nos pays voisins, notamment l'Allemagne et l'Autriche.

Au fait, qui profite de ce plan d'études?

Devant cette toile de fond, la question qui se pose de façon urgente est celle de savoir à qui profite réellement ce plan d'études: à nos enfants ou à la satisfaction des exigences requises par les standards de l'OCDE et de l'UE? Ou bien veut-on nous préparer à une société dans laquelle il ne faut plus que 20% de la population pour faire tourner l'économie, le reste devant se contenter de pouvoir se nourrir et se divertir d'une manière ou d'une

Suite page 8

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs / 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2014 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les enfants veulent apprendre à connaître la vie réelle

par Ursula Felber

La sonnerie retentit. Beaucoup d'enfants courent dans l'école. Ils rient, crient et parlent. La plupart des enfants sont vivants, éveillés, curieux et se confient volontiers. A l'école, ils veulent participer, être de la partie, apprendre. Ils ont besoin de quelqu'un se consacrant à eux et leur apprenant quelque chose. Souvent très agiles sur le plan cognitif, ils se laissent pourtant vite distraire et vagabondent d'une pensée à l'autre. Souvent, ils sont pleins d'impressions non assimilées de la vie quotidienne, des médias et ont des questions respectives sans réponses.

Ainsi, les élèves bruissent de vie quand ils entrent dans la salle de classe, papotent ensemble, débattent leurs affaires, courent encore en vitesse vers l'enfant du dernier rang et souvent ne remarquent pas que l'heure a sonné et que le cours commence. La tâche des pédagogues est de les mener quotidiennement aux devoirs présentés et de les initier pas à pas à les résoudre. Ils remarquent lorsque les enfants ne sont intérieurement pas vraiment arrivés à l'école. Les enfants sont aujourd'hui accablés de beaucoup d'idioties. Dans leur environnement, ils sont emmenés dans des voyages imaginaires, on leur soumet des histoires de fantômes et de monstres, ils sont confrontés aux événements de l'actualité, on les sollicite à jouer aux jeux de guerre à l'ordinateur – tout cela est bien loin du monde réel.

Alex, un exemple

Alex est aujourd'hui âgé de 9 ans. Son exemple est révélateur de ce qui préoccupe les enfants, intérieurement. Un examen psychologique préscolaire montra qu'Alex avait besoin d'une personne dans l'aide de l'organisation de ses affaires scolaires, par exemple pour ouvrir les livres, sortir les cahiers, pendre la veste et ranger les chaussures etc. On lui attesta qu'il était doué mais qu'il avait des difficultés d'orientation. On ne trouva pas d'enseignant approprié pour cette tâche. (Plus tard, on constata qu'il s'agissait d'un diagnostic erroné.) Dès les premières semaines, on remarqua que pendant les cours Alex plongeait rapidement dans un monde irréel et ne participait pas au déroulement de classe. Par contre, il essayait d'attirer l'attention au moyen de bruits, de bêtises et de mouvements nerveux. Pendant la récréation, il ne voulait pas aller dehors. Quand il devait travailler seul, il n'arrivait pas à effectuer les instructions car il était intérieurement absorbé par autre chose. Il racontait encore et toujours des impressions qu'il avait vécues sur Internet et à la console de jeux. Tout indiquait que cet enfant avait à faire quotidiennement et pendant des heures avec les nouveaux médias (c'est-à-dire l'ordinateur, Internet, Gameboy, le téléphone portable, la console de jeux, le smartphone).

Impliquer les parents et regarder de l'avant

Dans les entretiens, l'enseignante expliquait aux parents qu'une utilisation exagérée de l'ordinateur avait des conséquences négatives sur le développement cognitif et du langage ainsi que sur la motricité des enfants. Les parents ont été invités à contrôler les pages

Internet visitées par leur fils. En même temps, Alex devait être davantage initié à la vie réelle. On a conseillé à la mère d'impliquer Alex davantage dans les travaux ménagers. Descendre le sac d'ordures, étendre la lessive, ranger le lave-vaisselle, mettre la table, aider à faire les courses et à nettoyer la voiture. La motricité fine était peu développée. Il apprit à fermer la fermeture éclair de son anorak. L'enseignante lui enseigna au moyen d'un modèle en carton avec lacets à nouer ses chaussures. Elle faisait particulièrement attention à l'accompagner étroitement à petits pas et pour qu'il ne plonge pas dans ses fantaisies. Elle le ramena en lui posant une question ou en attirant son attention sur quelque chose. Elle s'intéressait à lui. Il se plaignait avant tout de sa petite sœur qui l'agaçait toujours. Alex s'occupait de questions inhabituelles pour les enfants de son âge. Sur Internet, il a lu quelque chose sur le mur du son, sur l'écrasement du *Concorde*. Il rapporta ses informations directement pendant les cours et voulait ainsi épater ses camarades. Elle remarqua aussi qu'il n'arrivait pas à s'intégrer parmi les enfants sur un pied d'égalité. Elle trouvait important de ne pas se laisser distraire par ses perturbations mais à regarder de l'avant et à tenter d'atteindre avec les enfants l'objectif déterminé. Progressivement un clin d'œil, un geste suffirent pour le solliciter à exprimer sa pensée et lui demander comment il avait compris ses camarades afin qu'il soit présent pendant les cours. Elle lui montra ce qu'il pouvait apporter de positif à la communauté en mettant par exemple les chaises sur la table, en arrosant les fleurs, en écrivant quelque chose au tableau, en lisant quelque chose ou en distribuant les cahiers...

En sport, l'enseignante l'encourageait à monter au mât ou à sauter à la corde. Il rêvait d'être un bon footballeur, par contre il voulait passer outre les différentes étapes d'exercices et de ce fait était souvent à l'écart. Il était comme prisonnier de lui-même.

Les risques de l'Internet

Une fois, Alex raconta que son père regardait des films d'horreur et que lui-même avait peur et ne pouvait pas dormir. Plusieurs entretiens ont été nécessaires en commun avec l'assistante sociale scolaire pour attirer l'attention des parents sur les effets de tels films sur l'âme de leur fils, de ce dont il avait besoin et sur la manière dont il pourrait organiser son temps libre sans médias. Cela ne sert à rien d'interdire les médias. Les enfants et les parents doivent recevoir des conseils pour organiser leur temps libre de manière sensée. Aujourd'hui, quelques enseignants proposent des cours dans lesquels les parents comprennent comment ils peuvent effectuer les devoirs avec leurs enfants, apprennent à jouer à des jeux de société et à connaître les occupations offertes aux enfants pour leur temps libre. Ceux-ci écrivent pendant les cours avant la fin de l'école une liste d'activités qui sont une suggestion pour les vacances.

Peu à peu, les bruits et les murmures d'Alex dans la salle de classe cessèrent. Il devenait un partenaire dans la classe. L'apprentissage, l'occupation avec la matière et les sujets ainsi que les devoirs le calmaient

et l'apaisaient. Au cours du premier cycle, il devenait toujours plus évident qu'Alex n'était pas un cas unique. En se penchant sur le livre «Digitale Demenz» de *Manfred Spitzer*, l'enseignante réalisait que quelques-uns de ses élèves étaient fortement impliqués dans l'utilisation d'Internet. Au cours des trois dernières années, on a développé énormément la propagation d'Internet et du smartphone. En demandant plus précisément, elle apprit qu'un tiers des enfants de troisième classe avaient leur propre *Profil Facebook*, bien que celui-ci soit seulement autorisé à partir de 12 ans. Plus de la moitié possèdent un portable et beaucoup ont une télévision dans leur chambre. Un seul enfant n'a pas d'accès Internet. Les enfants sont très malins et habiles avec les médias. Souvent, ils épâtent la génération aînée. Beaucoup de parents pensent qu'ils doivent offrir le meilleur à leurs enfants. On leur fait croire qu'ils peuvent mieux apprendre à l'aide des nouveaux médias. Récemment, les élèves tous excités sont venus voir l'enseignante dans la salle de classe en racontant qu'on pouvait voir un camarade sur *YouTube*. L'enseignante a posé des questions plus détaillées et a regardé ces petits films tournés par eux-mêmes sur l'ordinateur. Un garçon posait torse nu, en slip et cherchait de cette façon une amie. Dans un autre film sur *YouTube*, Alex et son camarade donnaient des conseils comment perturber les cours. L'enseignante était sidérée. Elle n'avait jamais vu cela. Les élèves rentrent le mercredi après-midi, s'assoient devant l'ordinateur, se filment et se regardent ensuite sur *YouTube*. Des enfants avec un tel état d'esprit sont si absorbés en salle de classe, qu'ils ne peuvent pas suivre les cours. On a informé la directrice. Seulement lorsque les parents ont dû regarder avec la directrice les petits films presque pornographiques de leurs enfants, ils ont été consternés. Alors, ils ont tout de suite fait en sorte que ces films soient effacés. Malheureusement, on n'a pas pu tous les effacer et ainsi ses présentations de soi continuent à faire le tour du monde. Désormais, Alex n'a plus accès à Internet sans surveillance. Et on le ressent tout de suite pendant les cours, à la façon dont il est assis, regarde quelqu'un et participe. C'est remarquable.

La vie réelle en tant que ligne directrice pour l'école

En général, les parents ont conscience des risques d'Internet pour leurs enfants. Ils savent comment bloquer certaines pages. Pourtant, dans la vie quotidienne, ils ne contrôlent pas l'utilisation médiatique de leurs enfants et sont inconséquents lorsqu'il s'agit d'appliquer ce qui a été convenu concernant les médias. La commission scolaire reconnaît qu'une soirée informative gérée par un spécialiste des médias, uniquement au cours moyen est trop tardive. Pour cette raison, elle préconise une information dès la seconde classe. Les pédagogues, les parents, les administrations et la police doivent étroitement coopérer et aller dans le même sens. On peut agir contre une consommation médiatique exagérée en prenant la vie réelle comme ligne directrice pour nos enfants et en

les impliquant dans nos préoccupations pour façonner notre monde.

Alex est maintenant en troisième classe primaire. A la maison il se couche moins souvent sur le canapé devant la console de jeux. Il est bon élève et a aujourd'hui davantage de loisirs. Le thème des abeilles l'a fasciné. Tous les enfants ont beaucoup appris et ont pu transmettre leurs connaissances à d'autres enfants. A l'aide d'images, d'objets (chapeau d'apiculteur avec voile, alvéoles, différentes sortes de miel, des abeilles) et des textes appris par cœur, ils ont tenu des exposés dans diverses classes. Alex allait à la bibliothèque pour chercher davantage d'ouvrages pratiques sur ces animaux. Tout fier il expliquait la structure de la ruche. La lecture commune du livre «Der starke Bär» (l'ours fort) l'a également captivé et il voulait le relire à la maison.

A l'école, on peut transmettre aux enfants d'autres contenus de vie en choisissant des sujets réels, en transmettant des informations objectives en donnant aux enfants l'occasion de contribuer à la communauté. Lorsque les élèves se consacrent en cours en commun à une chose ou à un thème, une atmosphère sérieuse naît. Ils réfléchissent, prennent position, apportent leurs expériences, apprennent ensemble et réciproquement. Le quotidien professionnel par exemple les a intéressé particulièrement. Les enfants de la seconde classe ont rendu visite au forgeron du quartier. L'enclume, le feu et la grande pince les ont beaucoup fascinés. Ils ont eu un aperçu d'un monde directement devant leur porte, qu'ils n'avaient jamais vu. Lorsque le ramoneur se tenait avec son apprenti dans la salle de classe, ils n'en revenaient pas. Le ramoneur expliqua certaines données sur ses vêtements spéciaux rendant la saleté invisible et ne prenant pas feu, sur les poils de son balai fabriqué avec des plumes d'oies. Il leur donna aussi un aperçu historique. Le ramoneur en tant que porte-bonheur a son origine dans les années où les êtres humains découvrirent la nécessité de nettoyer la cheminée pour éviter l'incendie.

La visite chez les sapeurs-pompiers fut également intéressante aussi bien pour les garçons que pour les filles. Qu'est-ce donc un jeu à l'ordinateur comparé à l'expérience d'être assis une fois dans une vraie voiture de sapeurs-pompiers et de monter à l'échelle?

Ce qui était remarquable lors de la visite chez l'artisan, était la manière naturelle dont ils expliquaient aux enfants leur métier et leur art. Le ramoneur invita les enfants à lui demander s'ils pouvaient venir dans six ans, faire un stage d'essai chez lui. La recherche d'un métier ne commence pas seulement au cours supérieur. Lorsque l'aveugle avec le chien guide d'aveugle était dans la classe, les enfants étaient tous silencieux et écoutaient attentivement cet homme de 80 ans.

Ceci est aussi une expérience qu'ils emportent avec eux et qu'ils n'oublieront jamais.

La façon dont notre jeunesse est préparée pour l'avenir, les informations, les valeurs transmises, influenceront son activité future dans la démocratie et auront des répercussions sur notre façon de vivre ensemble. •

«Voulons-nous vraiment cela?»

suite de la page 7

autre? Pour cela, de simples compétences de savoir-faire suffiraient...

On sait déjà où ce «départ dans de nouveaux mondes pédagogiques» constructivistes nous mène. Les victimes sont avant tout tous les enfants qui n'ont pas de soutien à la maison, soit parce que leurs parents ne sont pas capables de le leur donner, soit parce que l'argent pour des cours de rattrapage onéreux manque. Voulons-nous vraiment placer cette théorie à la base de notre école publique?

L'être humain n'est pas un «système auto-dirigé». De par sa nature, il est intéressé à coopérer avec ses semblables. Ses capacités humaines et intellectuelles se développent dans l'échange avec autrui et dans l'exploration active et consciente du monde qui l'en-

tourne. L'enseignement et l'apprentissage dépendent fortement des relations humaines.

Les enfants ne se développent pas «d'eux-mêmes», telle une plante. En agissant de manière «autogérée», ils développent une vue très limitée sur le monde et principalement centrée sur eux-mêmes. Pour élargir sa vue et pour éveiller la compréhension des relations profondes des choses, il faut la médiation basée judicieusement sur les connaissances de nos ancêtres. Il n'est pas nécessaire que chacun réinvente la roue.

Un enseignement en classe, bien dirigé par un enseignant motivé, incluant bien sûr également des travaux en groupe et des travaux individuels, y offre une base idéale. L'élaboration de connaissances en commun avec le soutien d'un enseignant augmente le plaisir d'apprendre, elle offre également aux élèves faibles la possibilité d'apprendre et de consolider son savoir. Elle fournit incontestablement

les meilleurs résultats et renforce de façon naturelle l'esprit communautaire.⁵

Le fait de prétendre qu'une telle école n'est plus dans l'esprit du temps s'est avéré être un acte de manipulation ciblée. Entre temps, l'économie s'est également rendue compte que la «société du savoir» souvent prônée, n'a pas besoin de moins, mais de plus de connaissances de bases solides.

Les enfants veulent apprendre à connaître et comprendre le monde, et ils ont le droit que l'école leur offre cette possibilité. Il n'est pas acceptable que l'école réduise l'enseignement à de simples compétences de savoir-faire et livre les élèves à eux-mêmes. Voulons-nous vraiment continuer à jouer les spectateurs face à la destruction de notre école publique? •

¹ De plus amples informations dans «Was ist mit unserer Schule los. 25 Jahre Schulreform in der

Schweiz» (Que se passe-t-il dans nos écoles. 25 ans de réformes scolaires en Suisse) par Alfred Burger, directeur d'école et pédagogue. Cette brochure en allemand peut être commandée auprès de la rédaction.

² De plus amples informations sur les conséquences du constructivisme radical en pédagogie dans «Kinder brauchen Erziehung. Die vergessene pädagogische Verantwortung» par Bernd Ahrbeck, 2004. Il enseigne à l'Université Humboldt de Berlin à l'Institut des sciences de la réhabilitation, point fort: pédagogie spécialisée dans les comportements perturbés. ISBN 978-3-170-17973-8

³ cf. Roman Langer, Warum haben die Pisa gemacht, in Langer, R. (éd.) 2008: Warum tun die das? Governanceanalysen zum Steuerungshandeln in der Schulentwicklung. ISBN 978-3-531-15807-5

⁴ www.sfb597.uni-bremen.de/homepages/bieber/arbeitspapierBeschreibung.php?ID=159&SPRACHE=de&USER=bieber, une traduction allemande se trouve sur le site www.schulforum.ch.

⁵ cf. «Auf die Lehrer kommt es an! Für eine Rückkehr der Pädagogik in die Schule» par Michael Felten, 2010. ISBN 978-3-357-9068-824